



HAL
open science

Vivre à la cité universitaire d'Antony dans les années 1960

Chloé Maurel

► **To cite this version:**

Chloé Maurel. Vivre à la cité universitaire d'Antony dans les années 1960 : Sociabilités étudiantes et engagements militants. Les Cahiers du GERME, 2019, 32, pp.55-82. halshs-02566903

HAL Id: halshs-02566903

<https://shs.hal.science/halshs-02566903>

Submitted on 15 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DOSSIER LOGEMENT ETUDIANT ET CITES UNIVERSITAIRES

Chloé Maurel : *Vivre à la résidence universitaire d'Antony dans les années 1960. Sociabilités étudiantes et engagements militants*

Gérard Perié : *Le logement étudiant à Toulouse*

Didier Fischer et Robi Morder. : *La santé des étudiants à la Cité universitaire internationale de Paris. (résumé)*

Voir aussi dans les notes de lecture : Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *La résidence universitaire Jean Zay d'Antony de 1945 à 2003*, mémoire de maîtrise, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UFR d'histoire de l'art et d'archéologie, juin 2003, sous la direction de M. Gérard Monnier, 2 volumes.



ANTONY

ou l'ordre moral

Antony : de grands buildings froids, qui ont poussé dans la boue, des projecteurs qui éclairent le terre-plein, devant la cafétaria, de longs couloirs de clinique, interminables, puis au détour du chemin un café, Le café, semblable à ces petits bars américains, où l'on peut manger deux œufs sur le plat ou un sandwich en mettant vingt cents dans le juke-box. Ici, pas de juke-box. Des sandwiches, des œufs au plat. On discute, on mange. Le bar est le centre vital de la cité. Antony, terrain favori des expériences sur la santé mentale des étudiants. Antony, cité pilote. Le soir. Autour de la cité : des cars noirs de flics. Le matin, ils sont 1 000, le soir 500.

Les étudiants d'Antony se sont révoltés. Mais à Antony, la révolte n'est pas une occupation comme les autres. Leur « raison » officielle : ils veulent détruire « la loge », un petit bâtiment de concierge que l'Administration s'obstine à vouloir construire, pour empêcher aux garçons l'accès du bâtiment des filles, pour assurer la sécurité des résidents, peut-être pour les surveiller à l'occasion. Tout le monde sait que les étudiants sont des adolescents qui ont un peu grandi. Il

faudrait les contrôler. A Antony, ils sont plus de 2 000 grands adolescents. Ils sont trop nombreux. Il faudra donc construire d'autres loges. 1 000 flics, l'opinion publique n'a pas compris pourquoi les étudiants se révoltaient. Les journalistes n'ont pas cherché à comprendre. Ont-ils seulement visité Antony ? Les étudiants refusaient cette loge. La détruire, c'était déjà détruire un peu Antony. C'était refuser le contrôle, le garde-chiourne, le policier ; c'était refuser ce règlement intérieur que l'on a d'abord voulu imposer, soi-disant pour des raisons de sécurité, puis, la raison n'étant pas convaincante, on a fait appel à la morale, à la corde sensible, aux basses insinuations. Mais pendant que 1 000 flics défendaient l'intégrité morale du pavillon A, garçons et filles coexistaient dans le pavillon C, à l'initiative de l'Administration...

LES VÉRITABLES RAISONS.

Les étudiants connaissaient les véritables raisons, mais personne ne voulut en parler : il fallait contrôler, briser l'action syndicale, particulièrement forte à Antony. « L'ordre moral déjà injustifié s'élargit singulièrement. Il se révèle alors n'être pour l'Administra-

tion qu'un moyen d'empêcher les activités essentielles des résidents. Car derrière ce souci (de « haute moralité ») qu'elle manifeste, l'Administration veut surtout détruire les possibilités pour les résidents de se rencontrer, de s'organiser et de se défendre. Ses possibilités qui permettent l'organisation des résidents et l'activité syndicale, sont pour elle la principale « bête noire ». La date choisie pour la construction de la loge coïncide d'ailleurs singulièrement avec la date de la hausse des loyers ».

Cette limitation n'est acceptable à aucun prix. En effet, que penser de ce paragraphe du règlement intérieur qui stipule que les étudiants en cité n'ont pas plus de droits sur leur chambre qu'un lycéen sur son dortoir ! Quel statut accorde-t-on aux résidents, quelle part ont-ils dans l'établissement du règlement intérieur, dans l'examen des dossiers d'admission ou de renvoi ?

En même temps qu'Antony, Bordeaux revendiquait. Les problèmes d'Antony se retrouvent dans toutes les cités. Ce n'est pas seulement une « loge » qu'il faut détruire à Antony, c'est toutes les « loges » de toutes les cités. C'est commencer dès maintenant à répondre à cette question :

Comment vivre dans une cité ?

*Protéger
l'ordre moral...*



Vivre à la résidence universitaire d'Antony dans les années 1960. Sociabilités étudiantes et engagements militants

Chloé Maurel

Alors qu'aux États-Unis, la vie de campus a donné lieu, depuis les années 1950, à de très nombreuses études sociologiques sur la sociabilité des étudiants, en Europe et notamment en France, du fait du caractère beaucoup moins répandu de cette forme d'habitat étudiant, relativement peu y ont été consacrées. La résidence universitaire Jean Zay d'Antony (RUA), dès sa mise en service en 1955, a été la plus grande résidence universitaire de France, et l'un des plus grands ensembles de logements sociaux étudiants en Europe. Elle est appelée du nom de Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale du Front populaire qui a créé en 1936 le Comité supérieur des œuvres sociales en faveur des étudiants (CSO), ancêtre du CNOUS et des CROUS¹. Conçue et construite à une période marquée par les problèmes de logement consécutifs à l'après-guerre et caractérisée par la croissance rapide des effectifs d'étudiants, elle a été prévue pour accueillir 3 000 habitants, chiffre atteint dans les années 1960. Il s'agissait peut-être, dans l'intention des concepteurs du lieu, d'éloigner les étudiants des centres urbains traditionnels, la vie estudiantine étant souvent perçue à l'époque comme génératrice de nuisances (bruits, drogues, vie nocturne). Les archives de l'Association des étudiants de la résidence (AERUA) n'évoquent pas les riverains de la cité universitaire d'Antony, peut-être parce que la vie s'y déroulait principalement en vase clos, partagée entre la résidence et les facultés parisiennes, les deux étant reliées par la ligne de Sceaux, ancêtre du RER B créé en 1977. Si l'étude architecturale et sociale a bien été menée², celle de la vie des résidents, de l'usage des lieux, de leur sociabilité, est intéressante à retracer encore plus en détail. Ce travail s'inscrit dans le cadre de l'étude de la jeunesse étudiante en France dans les années 1960³. Aussi nous aborderons ici, pour la période des années 1960, les usages de la résidence par ses occupants : lieu d'habitation, de sociabilité, engagement politique, syndical (UNEF), sports et loisirs. Les sources utilisées sont variées : tracts distribués à la résidence, journaux étudiants, notamment celui de l'AERUA, *Ruades*, rapports de l'association, journaux des sections du PCF de la résidence⁴ et des entretiens inédits avec cinq anciens résidents qui ont joué un rôle moteur dans la vie de la cité durant ces années.

¹. Cf. Cécile Hochard, « Les œuvres universitaires : du comité supérieur des œuvres au centre national des œuvres universitaires et scolaires », in Jean-Philippe Legois, Alain Monchablon, Robi Morder (coord), Germe, *Cent ans de mouvements étudiants*, Coll. Germe, Paris, Syllepse, 2007.

². Gwenaëlle Bordet-Kerharo G., *La Résidence Universitaire « Jean Zay » d'Antony de 1945 à 2003*, mémoire de maîtrise en histoire de l'art, 2003, université Paris 1-Panthéon Sorbonne. Plus largement sur le logement étudiant, cf. *Logement étudiant, histoire et enjeux actuels*, Actes de la journée d'étude du 7 novembre 2015, avec le concours du Germe et de la Cité des mémoires étudiantes, AAUNEF, Paris, juin 2016.

³. Sur ce sujet, des travaux de référence sont : Ludivine Bantigny, *Le plus bel âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des « Trente Glorieuses » à la guerre d'Algérie*, Paris Fayard, 2007 ; L. Bantigny et Y. Jablonka (dir.), *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France XIXe-XXIe siècle*, Paris, PUF, 2009 ; L. Bantigny, *Mai 68, de grands soirs en petits matins*, Paris, Seuil, 2018 ; Didier Fischer, *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000.

⁴. Toutes ces archives, que nous avons consultées, sont conservées dans le fonds AERUA déposé au Centre d'histoire sociale du xx^e siècle (désormais nous écrivons CHS), fonds constitué grâce au don réalisé par l'association.

Il s'agira tout d'abord de restituer l'intense sociabilité qui avait cours à la cité dans les années 1960, puis de prendre la mesure de l'importance des activités, universitaires ou para-universitaires, notamment politiques, et enfin de s'interroger sur les raisons de l'image ambivalente de la cité auprès de ses résidents, dans la presse et l'opinion, ainsi que dans les cercles du pouvoir.

Une intense sociabilité

Une cité moderne et spécifique

La résidence universitaire d'Antony est unique en France et même en Europe par sa grande taille. Elle se distingue de la Cité internationale universitaire de Paris (CIUP), située boulevard Jourdan, qui, elle, compte des pavillons créés et gérés par chaque pays, recevant les étudiants nationaux¹. Elle se distingue aussi de la cité universitaire de Nanterre, qui était couplée avec l'université du même nom. A Antony, il n'y a pas d'université sur place, et il y a des étudiants de toutes les disciplines, et appartenant à des universités variées, ce qui donnait lieu à un brassage sans précédent. Ainsi Michel Marie, qui a vécu à la RUA de 1964 à 1969, raconte qu'il étudiait le cinéma et y a rencontré une étudiante en mathématiques, qu'il a épousée deux ans après².

Michel Marie se souvient à quel point la cité d'Antony lui a paru moderne et agréable à son arrivée : « arrivé à Paris après le baccalauréat, j'ai passé d'abord deux mois dans des conditions très spartiates chez mon père, puis j'ai obtenu une place en cité universitaire, à Antony. Comme j'étais boursier, et comme c'était sur des critères sociaux, j'ai eu une place assez vite. J'ai déménagé le plus vite possible à la cité. Pour moi, ça a été le paradis ! J'avais pour la première fois une chambre à moi tout seul. De plus, la cité d'Antony était très moderne, avec les douches, et des arbres, un parc, alors qu'à l'époque, l'urbanisme à Paris était encore souvent vétuste, très peu d'appartements avaient l'eau courante et les toilettes ».

« L'ensemble était très bien conçu, par l'architecte Eugène Baudouin, et le mobilier était dessiné par Jean Prouvé et Charlotte Perriand, rappelle l'ancienne résidente Marie-Jo Ehrhard-Weil. Le bâtiment C était relié à tout le reste par des couloirs et passerelles. C'était comme une petite ville : il y avait deux bars, une coopérative, des groupes d'études, une bibliothèque, un restaurant universitaire, un centre sportif avec des courts de tennis, des crèches, une poste, une école maternelle, une salle de spectacle sous le restaurant... C'était fonctionnel pour l'époque, avec une douche pour quatre chambres, et un lavabo par chambre »³.

Illustrations des pages : 67 Journal d'une cellule du PCF de la RUA, octobre 1969. CHS, fonds Alain Nicolas (AERUA), 1-AN2-D.

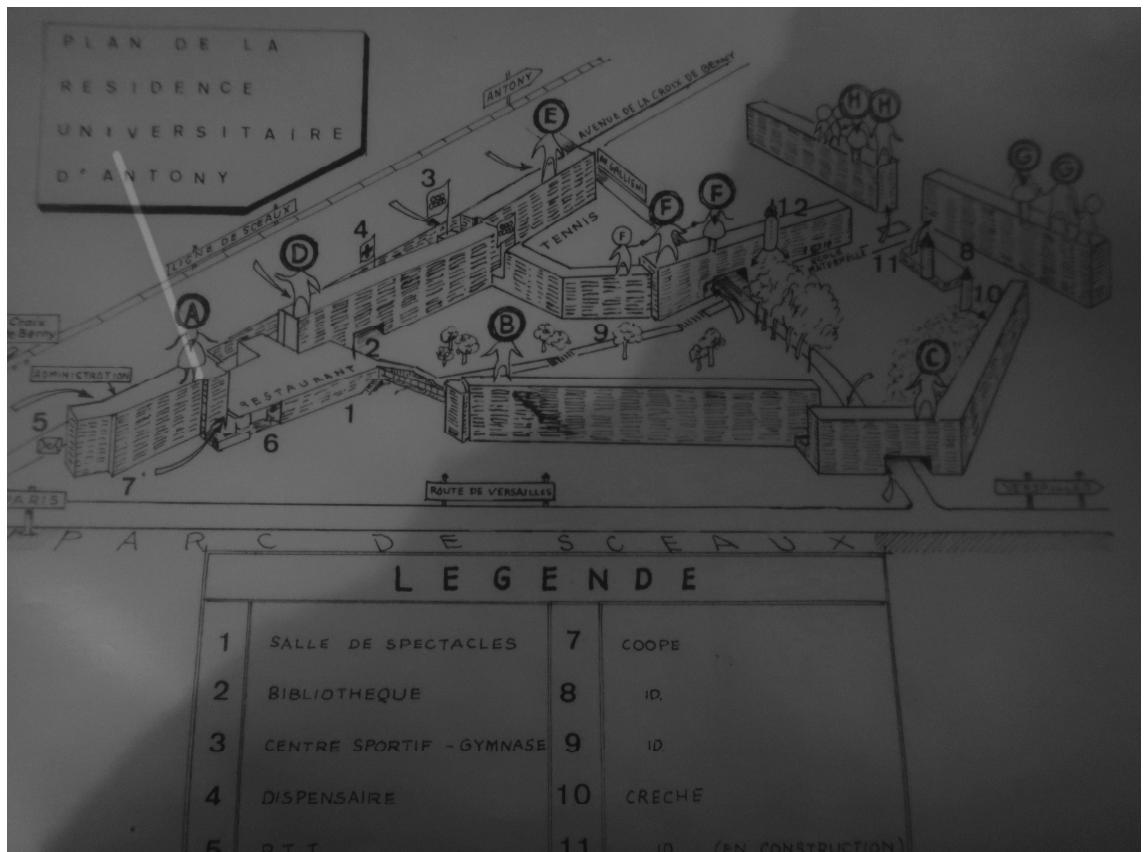
74 Une du journal *Ruades*, (journal de l'association des étudiants de la résidence universitaire d'Antony), n° 4, 1969 ou 1970, p. 1 (sur la grève des loyers), CHS, fonds AERUA, carton 4.

73 Tract pour une conférence-débat sur le Chili à la RUA, 1971. CHS, fonds Alain Nicolas (AERUA), 1-AN2-C.

¹. Sur la CIUP, cf. Dzovinar Kévonian et Guillaume Tronchet (dir.), *La Babel étudiante. La Cité internationale universitaire de Paris (1920-1950)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

². Interview de Michel Marie par Chloé Maurel, 18 mai 2018. Toutes les autres citations de Michel Marie sont issues de cet entretien.

³. Interview de Marie-Jo Ehrhard-Weil Par Chloé Maurel, 27 mai 2019. Toutes les autres citations de Marie-Jo Ehrhard-Weil sont issues de cet entretien.



plan de la résidence universitaire d'Antony, issue du mémoire de maîtrise de Marie-Jo Ehrhard-Weil *Etudiants et étudiantes célibataires à la résidence universitaire d'Antony*, dir. R. Boudon, 1969.

L'action dynamique de l'association des résidents

Dans les années 1960, la sociabilité est très développée à la cité grâce à l'association des étudiants de la résidence universitaire d'Antony (AERUA). Son journal, *Ruades*, rédigé et imprimé par ses membres, distribué gratuitement aux résidents, crée du lien entre eux. Jean-Marie Richard, résident à la cité de 1964 à 1968, se rappelle avec émotion : « On tirait avec la ronéo, nous-mêmes, à un gros tirage. C'est un travail militant »¹. En 1969, une autre revue de la résidence, *Hommes et cité*, est créée. Mensuelle, tirée à 3 000 exemplaires, pour les 3 000 résidents, elle vise également à fédérer les résidents, comme l'explique l'éditorial du premier numéro².

La cité, organisée en plusieurs pavillons, comporte deux foyers, lieux de détente et de rencontre : dans celui du bâtiment E, « vous pouvez jouer dans le calme aux échecs, aux dames ou aux cartes en écoutant de la musique » ; le foyer du bâtiment B a plus des allures de bar et reste ouvert jusqu'à une heure du matin. Il y a également une coopérative, magasin fondé et administré par les résidents, qui vend à ces derniers « des produits à des prix plus bas que ceux du commerce normal »³. La cité offre en outre différentes activités culturelles : spectacles théâtraux, conférences, concerts classiques (donnés par un ensemble musical d'étudiants), expositions, club photo et surtout ciné-club. L'AERUA milite pour des activités culturelles « d'initiation » et non

¹. Interview de Jean-Marie Richard par Chloé Maurel, 5 juillet 2013. Toutes les autres citations de J.-Marie Richard sont issues de cet entretien.

². CHS, fonds AERUA, carton 1 : Farandjis S., « Pourquoi un journal ? », *Hommes et cité*, n° 1, mars 1969, p. 3.

³. CHS, *ibid.* : « dossier rentrée », non daté, mais rentrée 1967.

« pour initiés »¹. Ainsi, dans le domaine théâtral, l'association promeut le « *living theater* », théâtre anti-bourgeois².

Un centre sportif important, réservé essentiellement aux résidents de la cité universitaire compte 750 adhérents. Il propose seize activités sportives (basket-ball, boxe, danse, expression corporelle, football, gymnastique féminine, gymnastique volontaire, haltérophilie, handball, judo, karaté, natation, ski, tennis, volley-ball), animées par quinze moniteurs³.

Plus originaux sont les ateliers de poterie, de céramique, ou encore de prise de son également proposés. Le journal de l'association fait valoir le rôle déterminant des habitants dans la mise en place de toutes ces activités :

« Tous ces équipements socio-culturels n'existaient pas à l'ouverture de la cité ; c'est par la lutte de tous les résidents qu'ils ont été obtenus, que se sont élevés gymnases et salle de cinéma, qu'ont été aménagés salles de travail et bibliothèque. C'est par la protestation de tous les résidents que, ces dernières années, nous avons montré, face à la politique universitaire du pouvoir qui tente sans cesse de les remettre en question, notre ferme détermination de préserver leur existence » ; « l'AERUA s'est battue depuis que la résidence est construite pour éviter qu'elle ne soit une cité dortoir et pour obtenir des aménagements sociaux et culturels »⁴.

Une des originalités de la cité d'Antony est l'organisation de « groupes d'études », par discipline. Ils se sont organisés dès 1956-1957. « N'existant qu'à la résidence universitaire d'Antony, les groupes d'études sont l'un des premiers acquis de l'AERUA », fait valoir l'association⁵. Les revendications ont d'abord porté sur des salles de réunion affectées à des disciplines particulières, puis sur du matériel (pour constituer des bibliothèques notamment). Enfin les résidents ont créé la fédération des groupes d'études (FGE) dont l'un des acquis est d'avoir obtenu des moniteurs, enseignants affectés à l'aide aux révisions et aux études⁶. Bernard Ravenel, ancien résident, a été lui-même « professeur conseiller » d'histoire à la cité, encadrant les étudiants, leur donnant des exposés à faire, ce qui lui a permis de garder sa chambre plus de dix ans, alors qu'on n'avait le droit qu'à trois ans normalement⁷. Le rôle de l'UNEF est important dans cette organisation pédagogique des étudiants au sein de leur résidence universitaire⁸. Il se pourrait même que les « Groupes d'études », qui n'existent qu'à Antony d'après l'association, soient inspirés de l'organisation de la FGEL (Fédération des groupes d'études de lettres), structure de l'UNEF pour les Lettres Paris dont les groupes d'études constituent les sections dans chaque discipline.

Jean-Marie Richard témoigne : « Nous avons une vie commune très importante » ; la cité était organisée de telle façon, avec toutes les activités qu'elle proposait, qu'on pouvait y vivre en quasi « autarcie ». Jean-Pierre Lefebvre, ancien résident (de 1967 à

¹. *Ibid.*

². CHS, *ibid.* : *Ruades*, journal de l'AERUA, bimestriel, mars-avril 1968, p. 13.

³. CHS, *ibid.*, carton 4, doc. : « Résidence universitaire Jean Zay. Les activités culturelles à la résidence d'Antony. AERUA. FGE », non daté.

⁴. CHS, *ibid.* : « Vie culturelle et animation collective à la résidence », *Ruades*, non daté, p. 6.

⁵. CHS, *ibid.* : « Résidence universitaire Jean Zay. Les activités culturelles à la résidence d'Antony. AERUA. FGE », non daté, p. 1 : « Les groupes d'études, originalité de la RUA ».

⁶. CHS, *ibid.*, carton 1 : « dossier rentrée » AERUA.

⁷. Interview de Bernard Ravenel par Chloé Maurel et Jean-Philippe Legois, 5 mars 2019. Toutes les autres citations de B. Ravenel sont issues de cet entretien.

⁸. Sur cet aspect, cf. Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, Paris, PUF, 1983, et Jean-Philippe Legois, *33 jours qui ébranlèrent la Sorbonne*, Col. Germe, Syllepse, 2018.

1972) qui a, lui, été moniteur en allemand, témoigne lui aussi que « la RUA vivait un peu en autarcie »¹. Son ancien camarade Michel Marie témoigne : « Nous avons une vie commune, collective, très importante, c'était même parfois difficile d'avoir une vie privée ! ». Il ajoute : « Moi qui étais assez timide, tout de suite je me suis fait beaucoup de copains, par le cinéma, et par la politique. On avait des réunions tout le temps : politiques, syndicales, ou du ciné-club ».

Des étudiants venus d'horizons différents

Dans les années 1960, les résidents de la cité ont des profils variés. Les célibataires côtoient un certain nombre d'étudiants en couple, parfois avec enfants qui vivent dans deux pavillons où ils occupent des petits studios, avec cuisine et salle de bains, plus grands qu'une chambre étudiante. Trois crèches accueillent 150 enfants des résidents et du personnel ; à la fin des années 1960 les étudiants réclament une quatrième crèche, car plus de 240 enfants en bas-âge vivent à la résidence².

Marie-Jo Ehrhard-Weil rappelle qu'à cette époque, les étudiants étaient très peu issus du monde paysan ou ouvrier, ils étaient majoritairement issus de la bourgeoisie.

La cité accueille également des étudiants africains et antillais. En 1969, la résidence compte 35 à 45 % d'étudiants étrangers³. Essentiellement africains et antillais, ils sont issus de l'élite de leurs pays. Selon le témoignage de Jean-Marie Richard « des logements étaient réservés à ceux des anciennes colonies françaises » d'Afrique ; ces derniers, nombreux à la cité, sont souvent affiliés à la FEANF, fédération des étudiants d'Afrique noire en France, créée en 1950⁴, particulièrement active à la cité⁵. La FEANF dans ces années post-indépendances se consacre à la lutte contre le néo-colonialisme et l'impérialisme⁶. Quant aux étudiants guadeloupéens et martiniquais, ils étaient « très structurés politiquement, pas violents mais très politisés » et « dénonçaient une forme de néo-colonialisme, il y en avait parmi eux qui militaient pour l'indépendance ». Cette diversité des origines conduit Jean-Marie Richard à évoquer l'hétérogénéité de la cité : « Il y avait à la fois une cohésion entre les résidents et aussi une division entre plusieurs groupes. Il y avait une vraie communauté de vie, et en même temps les gens étaient clivés entre la gauche, l'extrême gauche, la droite ; entre les gens mariés et ceux non mariés ; entre les étudiants français et étrangers ». Michel Marie témoigne lui aussi : « A Antony, c'était très multiethnique : nous étions beaucoup de Français venus de toutes les régions, et il y avait beaucoup d'étudiants des DOM-TOM, ainsi que des Maghrébins, des Africains, des Vietnamiens, et d'autres nationalités encore ». Marie-Jo Ehrhard-Weil se souvient que les étudiants africains et antillais étaient structurés en groupes et avaient tendance à rester entre eux.

¹. Entretien de Chloé Maurel avec Jean-Pierre Lefebvre, 22 mars 2018. Toutes les autres citations de J.-P. Lefebvre sont issues de cet entretien.

². CHS, *op. cit.*, carton 1 : Tract, « Pourquoi les étudiants de la résidence d'Antony réclament une 4^e crèche ? », 29 janvier 1969.

³. Marie-Jo Ehrhard-Weil, *Etudiants et étudiantes célibataires à la résidence universitaire d'Antony*, mémoire de maîtrise de sociologie, dir. R. Boudon, 1969.

⁴. Sur la FEANF, cf. Dieng A. A., *Les premiers pas de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), (1950-1955)*, Paris, L'Harmattan, 2003.

⁵. CHS, *op. cit.*, carton 1 : Tract du 18 novembre 1968 de la FEANF.

⁶. Françoise Blum, « Ce que les indépendances firent à la FEANF : des étudiants en diaspora face à leurs Etats », in Françoise Blum, Pierre Guidi, Ophélie Rillon, *Etudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 68*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016.

Par exemple, c'est dans la cité d'Antony que dans les années 1960 font connaissance Victor G. Ndiaye, fils de tirailleur sénégalais et pupille de la nation, et Mireille Bronner, étudiante germano-togolaise. Tous deux militent pour les indépendances africaines, et se mettent en couple. Lui deviendra plus tard PDG de Canal + Afrique, et elle présidente du Conseil constitutionnel du Sénégal¹.

Jean-Pierre Lefebvre insiste lui aussi sur cet aspect multiculturel : « il y avait 3500 étudiants à l'époque à la RUA, dont une forte densité d'étudiants étrangers, de tous les pays du monde. » Et il ajoute : « Sur le plan personnel, ce qui a été formateur, cela a été une initiation aux problèmes de tous les pays du monde. Il y avait des associations d'étudiants par pays d'origine, l'association des étudiants camerounais, haïtiens, vietnamiens, algériens, etc. L'AERUA était en phase avec l'ouverture internationale de la France sur les anciennes colonies ». Il précise que, par rapport à l'internat de l'Ecole normale supérieure rue d'Ulm, beaucoup plus homogène socialement et accueillant uniquement des Français, « la RUA m'a fait rencontrer beaucoup d'étudiants étrangers » ; « la vie à Antony permettait de nouer des liens divers, amoureux, amicaux ou simplement sociaux, avec des gens d'un peu partout. J'ai beaucoup fréquenté des Vietnamiens, ainsi que des Algériens et des Tunisiens. Pour les couples avec enfants, comme moi, les enfants permettaient aussi de créer des liens. » C'était ainsi « une micro-société », où des gens de divers horizons étaient mis en contact. Il ajoute que ce contact se faisait aussi entre les étudiants et « le personnel d'entretien, les femmes de ménage, les peintres, les techniciens de l'atelier. » Jean-Marie Richard était lui aussi marié, et sa fille aînée est née à Antony, en 1966. Pour Marie-Jo Ehrhard-Weil, c'est la naissance prévue de sa fille, en 1971, qui a déterminé son départ de la résidence, pour aller avec son mari habiter dans une autre résidence universitaire, la résidence Abraham Lincoln de Bagneux, plus petite (une tour de 13 étages), réservée aux couples.

Bernard Ravenel, autre ancien résident, témoigne qu'il a connu à la RUA des étudiants de tous horizons, notamment beaucoup d'Africains et de Maghrébins, et qu'il appartenait à un groupe de sept ou huit résidents, tous anciens de sanatorium. Ils formaient un groupe soudé, « une espèce de bande, qui se retrouvait au resto U le soir ». « Je suis resté ami avec eux jusqu'à aujourd'hui »².

Pour Marie-Jo Ehrhard-Weil, qui arrivait d'Alsace, « cela a été un monde totalement nouveau ». « J'ai rencontré des gens de toutes nationalités, moi qui n'avais jusqu'alors jamais vu d'Africain. C'était un melting-pot. J'ai très vite fait connaissance avec ma voisine de chambre qui est devenue une amie. Pour moi, cela a été un tournant. Cela m'a énormément plu. La RUA m'a orientée dans mon parcours intellectuel, vers des lectures plus universelles ; j'ai découvert des auteurs américains, africains ; cela m'a aussi ouverte sur le militantisme politique et associatif ».

D'autres étudiants temporaires, parfois étrangers, viennent s'installer à la RUA pendant l'été. C'est le cas par exemple de Đặng Đình Cung, étudiant vietnamien en maths spé, qui à l'été 1965, l'internat de sa classe préparatoire étant fermé, vient s'installer temporairement à Antony. Il raconte comment, l'été, la résidence paraît endormie, l'essentiel de ses services étant suspendus : « dix jours après mon

¹. Ils auront quatre filles, devenues respectivement « pharmacienne, banquière, conseillère à l'ONU », et conseillère médias du président Macron. Cf. Luc Le Vaillant, « Pas dead, la meuf », *Libération*, 11 avril 2019, p. 30.

². Interview de Bernard Ravenel par Chloé Maurel et Jean-Philippe Legois, 5 mars 2019.

installation, j'ai compris ce que fermeture de la résidence voulait dire. Cela ne signifiait pas que tout le monde devait déguerpir mais que plus aucun service ne serait assuré : pas d'accueil, pas de restaurant universitaire, pas de cafeteria, pas de permanence médicale, pas de maintenance, pas de ménage, ... Je devais être le seul à hanter cette résidence. Je découvris également tous les charmes d'un été en banlieue parisienne : pas d'épicerie, pas de boulangerie, pas de teinturerie, ... tout juste, de l'autre côté de la N186, une piscine à ciel ouvert fréquentée par quelques adolescents désœuvrés. Heureusement, il y avait l'électricité dans la chambre et l'eau froide dans la salle d'eau. Cette situation me satisfaisait pleinement. Pour pallier la fermeture du restaurant universitaire, j'ai dû acheter un équipement de camping et je petit-déjeunais avec du pain, du beurre salé, du café et du lait concentré sucré, le tout acheté à Paris. Mon programme journalier était simple et immuable : lever à huit heures, un quart d'heure de gymnastique, petit déjeuner, trois heures de maths, déjeuner à la Cité Universitaire, quelques moments passés à discuter avec des compatriotes de la situation politique et militaire du pays, retour à Antony, une heure de piscine, deux heures de physique, puis dodo sans dîner. raison de, environ, dix petits exercices de maths et cinq de physique par jour, j'ai dû avoir fait entre 1 200 et 1 500 exercices cet été-là.. » Grâce à son travail acharné, il intégrera l'année suivante les Mines de Paris. Il garde un bon souvenir de son été à la cité d'Antony, estimant que « même selon les critères du XXI^e siècle, elle était bien située, bien conçue, sobrement meublée et confortable »¹.

Une vie culturelle très développée

La cité offre de nombreuses activités culturelles et festives, généralement bien suivies. Ainsi en février 1970 la « nuit du jazz » fait 1 000 entrées². La plus dynamique est le ciné-club, grâce à l'existence d'une grande salle de projection, et au fait que l'adhésion à l'AERUA vaut aussi comme adhésion au ciné-club³. Michel Marie, alors trésorier et principal animateur du ciné-club, et vice-président de l'AERUA, se réjouit, dans un article du journal *Ruades* en février 1968 : « Le ciné-club marche bien : plus de 20 films par mois. Grands classiques, films d'auteurs, venue de grands réalisateurs (Rossellini, Losey, Carné), un stage organisé en septembre. En 1967, 15 films de Hawks, l'œuvre de Rohmer et d'Astruc, présentée par les auteurs. 1968 : Fritz Lang, Alain Resnais ... Sur 1 500 adhérents, 30 à 50 personnes assistent régulièrement aux débats organisés lors des week-ends »⁴.

Jean-Marie Richard observe que le ciné-club fonctionnait de manière « très professionnelle ». Il appréciait en particulier les rencontres avec les réalisateurs de la Nouvelle Vague : « On faisait des week-ends thématiques, c'est-à-dire qu'on passait un week-end à regarder 8 films de Ford, etc., et évidemment avec des débats, avec des gens des Cahiers du cinéma ou de Positif qui venaient. Pour moi c'était un émerveillement permanent ». « C'était le plus gros ciné-club de France », rappelle Marie-Jo Ehrhard-Weil.

¹. Témoignage de Đặng Đình Cung, en ligne sur : <https://www.yumpu.com/fr/document/view/6921918/souvenirs-de-la-residence-universitaire-dantony-jean-zay> (consulté le 7 juin 2019).

². CHS, *op. cit.*, carton 4 : Rapport moral d'activité présenté par le bureau, année 1969-1970.

³. Interview Richard, *op. cit.*

⁴. CHS, *op. cit.*, carton 1 : *Ruades*, janv.-fév. 1968, p. 11 et l'article de Marie M., « Ciné club : pour 2 450 résidents, le cinéma est-il un spectacle de foire ? », p. 12.

Michel Marie, qui a lui-même dirigé le ciné-club, renchérit : « Dans le cadre du ciné-club, on faisait venir Jean Douchet à nos week-ends cinéma. On a reçu aussi des réalisateurs comme Nicholas Ray, qui nous a présenté *La fureur de vivre*, en 1968, et Joseph von Sternberg, ainsi qu'Eric Rohmer. A Antony, on a aussi fait l'avant-première de *Masculin/Féminin* en 1966. Mais Godard n'aimait pas trop les étudiants, il était alors ultra-maoïste, il avait le culte des ouvriers » .

De plus, régulièrement, l'association fait venir des scientifiques, des politiques, pour des conférences. Bernard Ravenel évoque un meeting de Simone de Beauvoir, « un meeting théoriquement interdit sur (contre!) la guerre d'Algérie », qui aurait attiré 1000 personnes. Jean-Marie Richard, lui aussi, explique que vivre à la RUA lui a ouvert l'esprit et lui a procuré une ouverture culturelle intense. Il rencontre à la cité des figures appelées à devenir des intellectuels ou des militants de renom, comme Pierre Goldman¹, Richard Demarcy, devenu ensuite metteur en scène de théâtre, ainsi que Michel Marie, qui deviendra professeur d'université et jouera un rôle majeur dans le développement, à l'université Paris 3, du département d'études cinématographiques, qu'il dirigera pendant plus de quinze ans. Vivre à la cité d'Antony a déterminé l'avenir professionnel de Jean-Marie Richard : alors qu'il se destinait à travailler comme ingénieur dans les travaux publics, comme l'y amenaient ses études aux Arts et Métiers, il a bifurqué au bout de quelques années vers le Septième art, étant très marqué par son expérience du ciné-club de la cité d'Antony. Il est ainsi devenu directeur de production.

Michel Marie lui aussi s'est dirigé vers le cinéma, après avoir dirigé le ciné-club de la RUA. Il se souvient : « La première année, j'étais très peu à Antony car j'avais beaucoup d'heures de cours en classe préparatoire au lycée Voltaire. Mais à partir de la deuxième année, j'ai beaucoup participé aux activités de la cité : notamment le ciné-club. A Antony, j'ai créé le groupe de recherches en cinéma. Et je me suis occupé du ciné-club. La deuxième et troisième année, j'ai dirigé le ciné-club. Il y avait une salle de spectacles, nous organisons des projections, qui attiraient souvent 500 spectateurs. J'étais au Conseil d'administration de l'AERUA. Ils m'ont donné le poste de délégué culturel. Le ciné-club marchait très fort : nous projetions deux films par semaine, puis après trois. » En effet, il n'y avait pas d'autre source de distraction sur la cité ou aux alentours. « Puis à partir de 1966-67, nous avons organisé des week-ends de cinéma, avec dix à douze films par week-end. Cela a eu un succès fou ! Au ciné-club, on faisait d'énormes bénéfices, car même si les tickets d'entrée n'étaient pas chers, il y avait souvent 500 étudiants aux séances. » Jean-Pierre Lefebvre confirme : « le ciné-club était énorme, c'était le premier ciné-club étudiant de France. Il était très organisé, très rodé. »

Cette centralité du ciné-club à la résidence d'Antony est un bon exemple du rôle important des ciné-clubs auprès des étudiants durant ces années, aussi bien en France que dans d'autres pays².

Jean-Pierre Lefebvre donne des exemples de ce que ce bouillonnement artistique des années 1960 pouvait donner, parfois de manière comique : « à la cafétéria du pavillon

¹. Intellectuel engagé d'extrême-gauche ayant ensuite glissé dans le banditisme. Michel Marie relate que c'était « un écorché vif, un révolté, car toute sa famille avait été déportée pendant la guerre ».

². Sur l'exemple de la Tunisie, cf. Morgan Corriou, « Cinéphilie et engagement estudiantin en Tunisie dans les années 1968 », in Françoise Blum *et alii*, *op. cit.*

A, il y avait un mur gigantesque, et en 1968, un peintre y avait fait une fresque très psychédélique. Un autre peintre, résident à Antony, névrosé, détestait cette fresque et a passé un an à la détruire peu à peu en peignant le mur en marron. »

Marie-Jo Ehrhard affirme que ses années à Antony ont influencé son choix d'études et sa façon de penser : alors qu'initialement elle voulait faire des études de russe, elle a finalement plutôt fait une maîtrise de sociologie, rédigeant un mémoire portant justement sur la résidence d'Antony, et, grâce aux activités présentes à la résidence, a fait du théâtre (sous la direction de Teresa Motta, femme de Richard Demarcy) et a fréquenté assidûment le ciné-club.

Tout cela a pu inspirer des artistes. Jean-Pierre Lefebvre a lui-même écrit un roman *La nuit du passeur* où un épisode se passe à la RUA, et notamment dans son ciné-club¹.

De plus, plusieurs films ont été tournés à la RUA dans les années 1960-70, comme *Un monde nouveau* de Vittorio de Sica (1966), ou *Le Fou de mai* de Philippe Defrance (1977), ainsi que des courts-métrages.

Une politisation importante, qui suscite des mobilisations multiples

Une ambiance électrique

Dans les années 1960, les résidents de la cité d'Antony sont généralement très engagés politiquement, comme l'a analysé Gwenaëlle Bordet-Kerharo, dont nous reprenons dans ces deux paragraphes les analyses. Cela se traduit par une très forte affiliation au Parti communiste, ce qui inquiète la direction de la cité et le ministère. Ainsi, dans un rapport confidentiel de 1967, le directeur de la résidence, Jacques Balland, nommé en 1966, note :

« Pendant une décennie, de 1956 à 1966, la résidence d'Antony fut entièrement assimilable à une commune de Banlieue Rouge, marquée par le monopole de représentation et la mainmise sur la vie quotidienne du Parti Communiste français. Celui-ci contrôlait tout, sans qu'aucune résistance n'ait été opposée [...]. Quadrillant les pavillons, désignant les responsables, imposant les slogans, le décor pour un affichage exclusif [...], exerçant cette pression par l'action d'équipes spéciales armées de barres de fer et de lampes à souder, le PCF avait obtenu un double résultat : l'action administrative paraissait impossible, toute coercition se heurtait à la mobilisation immédiate de commandos redoutables ; de ce fait, les élections n'avaient aucun sens, puisqu'elles se réduisaient à la formalité qui les caractérise en démocratie populaire : désignés et classés par le Parti communiste selon sa propre hiérarchie interne, les candidats n'étaient en fait soumis qu'à la « ratification » des « électeurs » [...] Jusqu'en 66 personne à Antony n'avait même osé s'affirmer non communiste. La terreur (nous n'exagérons RIEN) régnait : expéditions punitives du PCF contre les récalcitrants, pétitions, collectes, souscriptions pratiquement obligatoires »².

Sans doute y a-t-il beaucoup d'exagération dans cette description. Bernard Ravenel estime ce « texte de Balland est complètement paranoïaque sur l'influence communiste ! Il parle de la période 1956-1966 qu'il n'a pas connue et reprend des rumeurs propagées par l'extrême droite »³. Jacques Balland s'était situé dans sa jeunesse « dans la droite modérée du mouvement étudiant ». Il faut préciser aussi que

¹. Jean-Pierre Lefebvre, *La nuit du passeur*, Paris, Denoël, 1989.

². Jacques Balland, *Rapport confidentiel sur les élections de 1967*, 19 décembre 1967, mairie d'Antony, service des archives, RUA, cité dans Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *op. cit.*, p. 90-91.

³. Message électronique de Bernard Ravenel à Chloé Maurel, 14 mai 2019.

Jacques Balland, pendant la guerre d'Algérie, « se fit connaître par des tribunes libres dans la presse régionale en faveur de l'Algérie française et entra en contacts avec les milieux activistes »¹. Marie-Jo Ehrhard-Weil confirme aussi que cette description de Jacques Balland « est pour l'essentiel de la pure fiction. L'influence du PC à la RUA n'a pas eu cette ampleur et il ne régnait pas la terreur. Aucun commando à ma connaissance ».

Quoi qu'il en soit, en 1965 aux élections du conseil d'administration de l'AERUA, le PCF obtient 90 % des sièges. La nomination de Jacques Balland à la direction de la cité en janvier 1966 répond à la volonté du pouvoir de mettre fin à l'influence communiste. Il reconnaît lui-même dans un rapport confidentiel en 1968 que son poste est « un poste politique »². S'efforçant de favoriser d'autres tendances, il parvient à susciter la mise en place d'une coalition hétéroclite, « fourre-tout non communiste », écrit-il dans son rapport confidentiel en 1967. Ainsi pour les élections de 1967 à la RUA, la liste modérée reçoit le soutien de l'administration, lui permettant de mener « une brillante campagne à l'américaine », « grâce aux ressources que nous lui avons procurées », note-t-il et la tendance communiste recule³. Malgré ces efforts pour miner l'influence du PCF à la cité, celle-ci reste forte tout au long des années 1960.

Jean-Pierre Lefebvre, lui, précise que M. Balland était un historien de formation. Il ajoute : « je garde de l'estime pour lui, car il s'est comporté de façon globalement correcte. A cette fonction de directeur, il était assis entre deux chaises, c'était une position difficile pour lui ».

Une forte influence communiste

Selon Jean-Marie Richard, si « L'AERUA n'était pas liée au PCF, en pratique nous étions beaucoup à être militants. La doctrine du PC à l'époque c'était de favoriser les mouvements de masse ; c'est-à-dire que quand il y avait des associations représentatives, il fallait y être pour y porter notre parole ». Jean-Pierre Lefebvre lui-même raconte qu'il a adhéré au PCF en 1967, alors qu'il était résident à la cité d'Antony ; il fréquentait une des cellules du PCF de la RUA. Marie-Jo Ehrhard-Weil elle aussi n'a pas tardé à adhérer au PCF et à l'AERUA, allant aux réunions, distribuant des tracts, vendant les journaux. Elle précise que « le PCF n'intervenait pas à l'AERUA, le lien existait par les adhérents ». Elle rappelle que si la gauche et notamment le PCF étaient majoritaires à la résidence, « il y avait « des tensions politiques, des discussions à n'en plus finir avec les trotskystes, et des bagarres contre la droite et l'extrême-droite. »

Jean-Pierre Lefebvre rappelle l'importance du contexte politique : « La ville d'Antony a vu basculer sa mairie à droite au cours des années 60, avec Georges Suant, maire de droite. Il y a eu alors de grandes manœuvres pour empêcher les étudiants de voter. La mairie a été très contre la RUA. »

¹. Notice « Jacques Balland », *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (Maïtron), en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article15541, notice BALLAND Jacques, René, Jean par Didier Fischer, Alain Monchablon, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 13 avril 2018.

². Jacques Balland, *Rapport confidentiel sur les élections de 1968*, mairie d'Antony, service des archives, RUA, cité dans Gwenaëlle Bordet-Kerharo G., *op. cit.*, p. 91.

³. Jacques Balland, *Rapport confidentiel sur les élections de 1967*, doc. cité.

Ainsi, l'on peut dire que les étudiants de la résidence universitaire d'Antony baignaient en ces années dans une ambiance militante, « les résidents se mobilisant rapidement



pour contester toute forme d'injustice » comme l'évoque Marie-Jo Ehrhard-Weil, ce qui, comme l'a analysé Robi Morder, s'explique par une véritable « mutation des jeunesses » étudiantes, avec la massification liée à l'arrivée à l'âge d'étudiant des jeunes nés du baby-boom¹.

À côté de la mouvance communiste, il y a aussi une présence de l'extrême-gauche, avec notamment quelques groupes maoïstes, pour qui l'AERUA est « révisionniste »². La droite tente quelques rares incursions à la cité : en 1964 le journal *Paix et démocratie* dénonce l'activité propagandiste de militants UNR dans la cité³. Et l'extrême-droite, non représentée chez les résidents, mais venant de l'extérieur, opère de temps en temps des opérations commando, violentes (« avec des

barres de fer », précise Jean-Marie Richard), à la cité, entraînant souvent des affrontements musclés. Tout cela donne une ambiance très politisée : « Les AG étaient très fiévreuses, assez extraordinaires », témoigne Jean-Marie Richard, qui se souvient : « La bataille politique était extraordinairement puissante. [...] Il y avait des joutes orales extraordinaires ». Jean-Pierre Lefebvre insiste : « Il y avait une vie politico-syndicale très forte. L'AERUA était très puissante, et dominée par le PCF. » Michel Marie ajoute : « La cité U d'Antony était un grand foyer d'agitation politique. Il y avait des étudiants de 18 à 30 ans, qui avaient des positions très radicales, avec beaucoup de communistes, d'extrême gauche, de trotskistes, de maoïstes, de PSU... Le maire voulait se débarrasser de la cité. Il a ensuite été battu par un communiste vers 1967. Plus tard, le maire, de droite, a profité de travaux pour agrandir la route pour détruire le pavillon C qui était au bord de la route. ». Et, concernant son cas personnel, il relate : « J'étais, comme les autres, très politisé. J'ai adhéré au PCF, et j'ai connu ma femme en lui vendant *L'Humanité dimanche* ! Il y a eu beaucoup de couples de formés ainsi à Antony ».

Il faut préciser en outre que l'AERUA était membre de la FRUF/UNEF⁴. Jacques Balland lui-même est un ancien président de l'UNEF (1954-1955)⁵. Ainsi, l'influence de l'UNEF sur la résidence d'Antony est patente.

¹. Sur cette ambiance de crise et de révolte, et sur la jeunesse comme « nouvelle force sociale » dans les années 1960, cf. Robi Morder, « Années 1960 : crise des jeunesses, mutations de la jeunesse », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 74, 2004. https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2004_num_74_1_982

². CHS, *op. cit.*, carton 2 : Tract « Collaboration de classes ou luttes de classes ? ».

³. CHS, *op. cit.*, carton 3 : Journal *Paix et démocratie*, mars 1964.

⁴. Sur ce sujet, cf. Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF*, Paris, PUF, 1983 ; Robi Morder, « Le fonds de l'UNEF conservé à la LA CONTEMPORAINE », *Gazette des archives*, 2002, n°193, pp. 29-35 ; et Elisabeth Elgan, *L'Union nationale des étudiants de France, 1962 à 1968*, mémoire de maîtrise d'histoire, Paris 1, 1982. Cf. aussi le dossier aux archives nationales (Pierrefitte) : 46 As : UNEF, Union nationale des étudiants de France (1928-1970) : 19870110/302.

⁵. Cf. notice « Jacques Balland », *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (Maïtron), doc. cité.

Marie-Jo Ehrhard-Weil, à la fois membre du PCF et élue au conseil d'administration de l'AERUA (puis même présidente par interim de l'AERUA en 1966), écrit régulièrement dans le journal de l'association, *Ruades*, des articles sur la situation des filles principalement. « Le journal *Ruades* était bien lu par les résidents », estime-t-elle.

A côté de la forte implantation du PCF, il y a aussi une section du PSU, animée par Bernard Ravenel, qui est un membre fondateur du PSU (créé en 1960). Cette section compte vers 1960 une trentaine d'adhérents, et beaucoup de sympathisants. Bernard Ravenel ne tarde pas à être élu, dans le cadre de l'AERUA, « vice-président intérieur », responsable du bâtiment D. A ce titre, il était consulté par les autorités de la résidence pour diverses décisions, comme les menus. Il y avait ainsi une aspiration des étudiants à la cogestion, comme l'ont analysé Robi Morder et Alain Monchablon¹. Bernard Ravenel témoigne par ailleurs qu'il y avait des rivalités entre la section PSU et la section PCF, et que, de plus, les gaullistes, les trotskystes lambertistes, et l'extrême-droite, tentaient de s'implanter à la RUA, qui était un objectif stratégique pour ces partis. « Le PSU a du mal à suivre l'activisme du PC, il diffuse assez bien chaque semaine *Tribune socialiste* et tient régulièrement une table de vente pour les cahiers du Centre des études socialistes qui se vendent très bien »². Bernard Ravenel mentionne aussi une forte hostilité entre le PCF et l'Union des étudiants communistes (UEC), qui s'est traduite par le boycott du journal de l'UEC, *Clarté*.

Bernard Ravenel a été candidat du PSU aux élections municipales à Antony en 1965, et en 1968, alors qu'il était toujours résident de la cité. En 1968, il recueille 9 % des voix sur l'ensemble de la ville, et 25 % des voix au sein de la RUA³. Il estime aussi qu'après 1968, la section PSU de la RUA est devenue, politiquement parlant, « très gauchiste, maoïsante, idéologique ».

D'importants échos de la guerre d'Algérie à la résidence d'Antony

Bernard Ravenel, qui est entré à la RUA en 1958 et y est resté, dans la même chambre, jusqu'en 1968, relate avoir participé à plusieurs manifestations contre la répression en Algérie, le 21 février 1957 (journée internationale anticolonialiste, au cours de laquelle, à Paris, il est matraqué par la police), et le 1^{er} novembre 1961, notamment. En avril 1961, suite au putsch des généraux, B. Ravenel se mobilise avec des étudiants de *Témoignage chrétien*, dans le but d'empêcher d'hypothétiques parachutistes d'arriver depuis l'aéroport d'Orly. Arrivés à la mairie d'Antony, ils disent au maire PSU : « on veut des armes ! » Certains étudiants qui ont fait un entraînement militaire sont même nommés « généraux », en vue d'un éventuel affrontement avec les paras ! Finalement cet affrontement n'a pas eu lieu, et les étudiants vont ensemble écouter le discours de De Gaulle à la télévision⁴.

« L'OAS menaçait durement », confie Bernard Ravenel. « Je devais mener la lutte contre l'OAS à l'intérieur de la résidence. Avec le PSU, on collait des affiches, on est allé voir tous les étudiants, dans leurs chambres, pour leur faire signer des pétitions contre l'OAS. Ceux qui refusaient, on les signalait ! Un jour que j'allais faire une garde

¹. Cf. Alain Monchablon et Robi Morder, « Citoyennetés étudiantes, cogestion, gestion », in Jean-Philippe Legois, Marina Marchal, Robi Morder (coord.), *Démocratie et citoyennetés étudiantes depuis 1968*, Col. Germe, Paris, Syllepse, 2019.

². Intervention de B. Ravenel, in *Logement étudiant, histoire et enjeux actuels*, Actes de la journée d'étude du 7 novembre 2015, avec le concours du Germe et de la Cité des mémoires étudiantes, AAUNEF, Paris, juin 2016.

³. Interview Bernard Ravenel.

⁴. *Idem*.

d'un local du PSU à Paris, et que j'étais armé, un étudiant, le responsable des étudiants PSU de la Fac de Droit (dominée par l'extrême-droite) qui était poursuivi par des étudiants fascistes, est venu me voir, il m'a dit que j'étais sur la liste de l'OAS étudiante pour être tué ! » Bernard Ravenel était en contact avec le responsable étudiant FLN d'Antony, Mohamed Degheb. Il l'a alors prévenu, et celui-ci l'a assuré de son soutien, lui précisant qu'il avait des armes. « Et quinze ans plus tard, en Bretagne, un gars m'a approché ; c'était un gars d'extrême-droite, un ancien d'Antony, il m'a raconté que l'extrême-droite avait projeté un attentat contre le local de l'AERUA d'Antony. 'On voulait te faire sauter. Mais on s'est aperçus que cela aurait fait sauter tout le pavillon D, alors on ne l'a pas fait' ».

Le 31 octobre 1961, Bernard Ravenel, lors d'un meeting à la RUA, dénonçant la répression (notamment celle du 17 octobre 1961), se lève et appelle les étudiants à manifester le lendemain. 24 personnes dans la salle s'inscrivent pour y aller. Le lendemain, le 1^{er} novembre 1961, ils sont de nombreux étudiants d'Antony à aller manifester à Paris. « On avait peur, Paris était en état de siège. On a réussi à faire la manif, cela a été une réussite formidable. Cela a lancé le cycle des manif suivantes. Pour moi, c'est un souvenir extraordinaire ! Ensuite, il y a eu des manif étudiantes, et des manif adultes, le 6 et le 18 décembre 1961, j'y suis allé. A un moment, je me suis retrouvé tout seul, devant les CRS qui chargeaient... ». « Enfin, le soir du cessez-le-feu en Algérie, en 1962, il y avait une surprise-partie à Antony. Lorsque nous avons appris la nouvelle du cessez-le-feu, on s'est postés au bar du bâtiment B ; les types de l'OAS étaient là, c'était tendu. Le soir du cessez-le-feu, par précaution, je n'ai pas dormi dans ma chambre, mais chez un autre étudiant ».

Une énorme mobilisation en 1965 à partir de la question sexuelle

La résidence d'Antony est l'objet d'intenses mobilisations étudiantes en 1965, donc en avance de trois ans sur le mai 68 de Nanterre et du Quartier latin¹.

Bernard Ravenel raconte comment cela a commencé en 1965 à Antony : « il y a eu une tentative de l'administration de mettre de l'ordre, d'interdire aux filles les visites des garçons. Ils ont décidé de mettre les filles au pavillon A et d'installer une loge pour contrôler les entrées des garçons. Alors, une fille du PCF et une fille du PSU ont organisé la rébellion, avec des mobilisations, des meetings. Cela a été une vraie panique ! La résidence a été entourée par la police, la presse est venue... C'était un mouvement hors de contrôle ! Olivier Todd, alors journaliste au *Nouvel Observateur*, m'a dit : 'Je n'ai jamais vu une manif comme ça !' Cette révolte a annoncé 68. »

Marie-Jo Ehrhard-Weil rappelle que les filles et garçons étaient séparés : les bâtiments B, D, E étaient réservés aux garçons, le bâtiment C, puis ensuite le A (à la place du C) aux filles, et les bâtiments F, G, H aux jeunes couples. « En 1965, à la place du bâtiment C, qui permettait la visite des garçons, on nous a attribué le A qui, lui, était gardé et empêchait la visite de garçons », confie-t-elle.

Bernard Ravenel précise le déclenchement et le déroulement des événements : « En janvier 1965, appliquant la première phase du 'plan d'aménagement' visant à bouleverser l'agencement interne pour empêcher toute vie politique normale, l'administration enlève deux panneaux dans le restaurant. Alors la colère monte et on fait d'abord une « action commando ». J'en fait partie. A 4 ou 5 on monte dans

¹. Sur ce sujet, cf. AR/Archives nationales, 20020476/302. Dossier indiqué par Jean-Philippe Legois. Cf. aussi Jean-Philippe Legois, *Les 33 jours qui branlèrent la Sorbonne*, Paris, Syllepse, 2018, p. 118.

l'appartement du directeur de la résidence qui était au bout du pavillon, on monte 7 étages, on rentre dans l'appartement du directeur, stupéfié. La femme du directeur a paniqué, paniqué vraiment, un événement très fort. C'était de l'action directe, et c'était une forme de violence d'une certaine manière, il faut le dire. Le deuxième aspect du 'plan d'aménagement' était le plan de séparation : interdiction de passer d'un pavillon à un autre, etc. Et surtout la loge du pavillon des filles bloque désormais l'entrée de tout le monde, et cette sorte de loge de concierge a provoqué ce qu'il faut bien appeler une sorte d'émeute ».

« La réaction par rapport à la loge de concierge a été en effet d'une force exceptionnelle, elle a été dirigée par les filles, et entièrement assumée par les filles ; il y avait deux dirigeantes, je me rappelle très bien leurs noms et prénoms : une dirigeante communiste qui s'appelait Monique Chemla et une dirigeante PSU c'était Annette Simon, et ce de façon totalement indépendante de la structure syndicale, et même politique. Un mouvement extrêmement puissant, d'une force extraordinaire. On voyait les filles occuper la résidence, c'était la première fois. Avec un déploiement policier lui-aussi sans précédent. Donc l'occupation de la RUA en 1965 précède et « annonce » l'occupation de la Résidence de Nanterre et de la Sorbonne en 1968... »¹ Pour Bernard Ravenel, cette révolte à Antony en 1965 a été le premier mouvement de masse sur la question sexuelle, de la jeunesse en France. Comme l'analyse également Jean-Philippe Legois, « ce qui est intéressant dans ce mouvement de 1965 c'est qu'on a là un exemple de massification et en même temps de radicalisation (...). Ainsi en 1965 non seulement l'association se mobilise, organise des réunions, sort des tracts, etc. Mais là il va y avoir une occupation. Certains se souviennent peut-être de la tentative d'occupation de la Sorbonne en février 1964, tentative qui n'avait pas abouti, mais là on occupe vraiment la résidence universitaire. (...) Ce qui est intéressant c'est que le rectorat fait des rapports très détaillés sur tout cela, parce qu'ils ne comprennent pas pourquoi les étudiants s'agitent autant et pourquoi cela prend des formes aussi « violentes », avec un rapport de forces appuyé »².

Une gigantesque mobilisation contre le règlement intérieur jugé trop strict en 1965

Ainsi, comme dit précédemment, en 1965 c'est d'abord contre le règlement intérieur, jugé trop strict, que se mobilisent les résidents. Ils revendiquent la libre circulation entre les bâtiments des filles et des garçons, la liberté de réunion, la possibilité de sorties le soir. Selon le témoignage de Jean-Marie Richard : « Il y avait le pavillon des filles, le A, qui était fermé, ils avaient même mis un mur, alors que le pavillon des garçons était complètement ouvert, ça n'avait aucun sens ; c'était les mœurs de l'époque, c'était ridicule. » Il rappelle que la période du gaullisme était « très étouffante à cause de sa rigueur morale », et que, au milieu des années 1960, la question de l'ouverture du couloir pour accéder au pavillon des filles a donné lieu à de grandes batailles. Michel Marie relate lui aussi : « Dès 1964-65, le rectorat a tenté d'établir des règlements intérieurs très coercitifs, avec interdiction d'activité politique au sein de la cité, et pas de visite aux filles après 20 heures. Cela a suscité des manifestations.

¹. Intervention de Bernard Ravenel, in *Logement étudiant,...*, *op. cit.* Cf. aussi Frédéric Gaussen, « La Résidence d'Antony, le plan d'aménagement soulève de vives critiques parmi les étudiants », *Le Monde*, 5 février 1965. Et Jean Tercé, « Antony, folklore étudiant ou syndicalisme ? » *Tribune socialiste*, 23 octobre 1965.

². Intervention de Jean-Philippe Legois, in *Logement étudiant, histoire et enjeux actuels*, Actes de la journée d'étude du 7 novembre 2015, avec le concours du Germe et de la Cité des mémoires étudiantes, AAUNEF, Paris, juin 2016

Comme il y avait aussi une augmentation des loyers, on a organisé, par principe, une grève des loyers. On a demandé aux étudiants de payer leurs loyers à l'association, on a pris un huissier et encaissé nous-mêmes les loyers sur un compte spécial ». Il ajoute : « Notre contestation portait aussi sur la répression sexuelle. D'ailleurs Vittorio de Sica a tourné un film sur l'avortement en 1965, *Un monde nouveau*, il a tourné plusieurs plans dans la résidence d'Antony. C'était l'histoire d'une jeune étudiante en médecine qui est enceinte et veut avorter ». Le film, avec pour assistant réalisateur Yves Boisset, est sorti en 1966. Et Jean-Pierre Lefebvre se souvient que dans l'ensemble « la RUA était un lieu de grande liberté sexuelle ».

Cet engagement des étudiants à propos du règlement intérieur jugé « archaïque et vexatoire »¹ est d'autant plus vif que, vers le milieu des années 1960, les autorités, inquiètes des mouvements estudiantins qui éclosent alors, tentent d'opérer un contrôle accru sur la vie des résidents. Gwenaëlle Bordet-Kerharo a retracé l'histoire de ces tensions et nous reprenons ici ses analyses : un rapport rédigé vers 1964 par le directeur de la résidence étudie les modifications architecturales à opérer afin d'y renforcer la surveillance. Pourquoi une telle volonté ? Sans doute dans un souci d'encadrer la jeunesse, en cette époque gaulliste et conservatrice, où celle-ci commençait à manifester des velléités d'émancipation, était soumise à de fortes contraintes par le pouvoir et la société. Peut-être également à la suite des plaintes de riverains sur les allées et venues nocturnes d'étudiants. Il envisage ainsi de rajouter de nouvelles loges de conciergerie et de prévoir une clôture². Ces préconisations, tendant à une fermeture de la résidence, sont à rebours de la conception initiale de la cité universitaire qui prônait un ensemble ouvert, démocratique et sans aucune clôture. En 1965, le maire d'Antony, Georges Suant, professeur de lettres et membre à cette date du PSU, raconte que « les résidents ont été extrêmement émus d'apprendre que leur résidence, jusqu'ici « ouverte », serait « cloisonnée » par pavillon matériellement isolé les uns des autres. Ils voient dans ces mesures éventuelles une atteinte à leur liberté collective »³. Le député de la circonscription est, lui, favorable à un contrôle accru, étant préoccupé par le « caractère démesuré de cette cité (3 000 résidents) et l'insuffisance du personnel de surveillance », et surtout inquiet de constater que « la politique tient une large part dans les occupations des étudiants » et « que leur vie privée reste à l'abri de tout contrôle »⁴.

Dans la presse, des voix prennent la défense de la cause des étudiants : le journal *Combat* dénonce la volonté d'élever des « murs de la honte » à la cité d'Antony : « On cloisonne, on quadrille, style opération militaire. Tout cela pour réduire au minimum la vie sociale et collective à l'intérieur de la cité »⁵.

Cela conduit à la crise de « l'automne rouge » d'Antony en 1965 : « le 1^{er} octobre 1965, 1 700 résidents empêchent les ouvriers de construire une loge de conciergerie devant le pavillon des filles ». Le recteur de l'académie de Paris riposte en envoyant plusieurs centaines de policiers qui montent la garde jusqu'à la fin de la construction de la loge. Les résidents restent mobilisés « trois mois durant » : « meetings, pétitions, bagarres avec la police », entraînant des exclusions. De nombreux universitaires et

¹ Didier Fischer, *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000, p. 391.

² Les problèmes d'Antony-Problèmes d'architecture, vers 1964, cité dans Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *op. cit.*, p. 89).

³ BMO, 5 février 1965, cité dans Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *ibid.*, p. 89.

⁴ « Les expulsions à la cité universitaire d'Antony », *Le Monde*, 17 septembre 1964. Cité dans Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *op. cit.*, p. 89.

⁵ « Les "murs de la honte" à Antony », *Combat*, 16 septembre 1964. Cité dans Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *op. cit.*, p. 89.

personnalités de l'époque comme Aragon et Sartre signent une pétition contre les sanctions prises contre six résidents de l'AERUA¹.

Certain(e)s étudiant(e)s se lancent même dans une grève de la faim, qui dure quelques jours, et à laquelle a participé Marie-Jo Ehrhard-Weil. « On a gagné sur les loyers, et sur les visites des garçons », se souvient-elle.

Finalement, comme l'écrit G. Bordet-Kerharo, en « janvier 1966, le ministère de l'Éducation nationale nomme un nouveau directeur. M. Jacques Balland », qui choisit (en apparence surtout) de préférer le dialogue à la répression. Il impulse l'élaboration d'un règlement officieux plus démocratique, permettant aux filles de recevoir, comme les garçons, « l'autre sexe dans leur chambre »². Cet épisode de « l'automne rouge » d'Antony est intéressant car il peut être considéré comme les prémices de la contestation étudiante de mai 1968. En effet, à Nanterre au printemps 1968 c'est aussi à partir de questions de libre circulation entre chambres des filles et des garçons que le mouvement a commencé. Michel Marie estime que « les médias ont moins parlé des manifestations d'Antony, en 1965, que de celles de Nanterre car à Antony, il n'y avait que des résidents de disciplines multiples mais pas de bâtiments d'enseignements universitaires comme à Nanterre, où il y avait la faculté des lettres ».

Une politisation multiforme

La politisation est multiforme : tous les sujets d'actualité font l'objet de tracts et de mobilisations comme à la fin des années 1960 de Gaulle, puis en février 1969 la venue de Nixon à Paris, etc. Y sont jointes des revendications contre la hausse du prix du repas, du loyer des chambres, contre la réduction du nombre de bourses ; contre la compression du personnel du restaurant universitaire ; pour l'abolition du règlement intérieur de la cité ; et pour l'admission à la cité selon des critères sociaux, mêlant ainsi enjeux locaux, nationaux et internationaux³.

En 1962, le PSU organise une réunion à Antony sur la contraception. Elle obtient beaucoup de succès et attire 200 personnes, aussi bien des filles que des garçons. « Le PCF a boycotté cette réunion, a interdit aux filles communistes d'y aller, mais elles se sont massées à l'étage, au resto U, d'où elles pouvaient voir et entendre ce qui se passait et ce qui se disait dans la salle de réunion au-dessous », confie Bernard Ravenel. L'AERUA soutient toutes ces revendications⁴. En 1968, l'association milite pour que le droit de séjour en cité soit reconnu pour la durée complète des études : en effet beaucoup d'étudiants se retrouvaient sans solution d'hébergement après trois ans à la cité, leur admission n'étant plus reconduite. À la rentrée 1964, l'AERUA organise une conférence de presse⁵ et un article est alors publié dans *Le Monde* sur ce sujet⁶.

¹. Gwenaëlle Bordet-Kerharo, p. 89-90.

². Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *op. cit.*, p. 90.

³. CHS, *op. cit.*, carton 1 : Nombreux tracts dont celui du 13 décembre 1968 contre l'augmentation des loyers.

⁴. Sur les mouvements étudiants dans la longue durée, cf. Jean-Philippe Legois, Alain Monchablon, Robi Morder (coord), Germe, *Cent ans de mouvements étudiants*, Coll. Germe, Paris, Syllepse, 2007.

⁵. Gwenaëlle Bordet-Kerharo G., *op. cit.*, p. 87.

⁶. « Les expulsions à la cité universitaire d'Antony », *Le Monde*, 17 septembre 1964. Cité par Gwenaëlle Bordet-Kerharo, p. 87.



L'AERUA milite aussi pour les libertés individuelles et collectives, pour la gestion des crédits culturels et pédagogiques aux associations de résidents et en soutien aux revendications des femmes de chambre¹. En 1969, l'AERUA demande l'augmentation des crédits culturels, le rétablissement des crédits supprimés au centre sportif de la cité par le ministère de la jeunesse et des sports ; l'aménagement de plusieurs petites salles de réunion et de travail et d'une salle polyvalente de 200 places². À la fin des années 1960, l'association, qui revendique un peu plus de 1 800 membres (sur près de 3 000 résidents, soit plus de 50 %), appelle ceux-ci à adhérer plus nombreux encore³.

Parfois, les films projetés au ciné-club donnaient lieu à des mobilisations politiques. Michel Marie relate un épisode qui l'a marqué : « on a fait un week-end de cinéma autour d'Otto Preminger, peu après la guerre des Six jours [1967]. La question qui se posait était : passerait-on le film *Exodus* ? [film d'Otto Preminger de 1960 d'après le roman de Pierre Uris relatant les prémices de la création de l'Etat d'Israël en 1947]. Il n'y avait pas beaucoup de Palestiniens à Antony, mais beaucoup d'étudiants du Maghreb ou du Moyen Orient très anti-sionistes. Le PCF était plutôt pro-palestinien,

¹. CHS, *op. cit.*, carton 1 : Journal *Ruades*, mars-avril 1968, p. 1 et 9.

². *Ibid.* : Motion présentée par le bureau de l'AERUA à l'AG du 29 avril 1969.

³. *Ibid.*, carton 2 : Doc. non daté de l'AERUA.

et certains de ses militants considéraient que le film de Preminger était un film de propagande sioniste. Le PCF voulait qu'on boycotte le film. Alors on a trouvé une solution, on a couplé deux projections : on a d'abord passé un documentaire d'une heure réalisé par le Fatah [mouvement de libération de la Palestine créé par Yasser Arafat en 1959], puis, avec l'accord des étudiants israéliens, *Exodus*. Ca s'est bien passé » Jean-Pierre Lefebvre témoigne lui aussi au sujet de la diffusion de ce film, et des tensions entre pro-israéliens et pro-palestiniens auxquelles cela a donné lieu, tensions qui ont débouché sur une solution : « on a discuté ensemble et ça s'est résolu. »

Bernard Ravenel confie que c'est à Antony qu'il a été sensibilisé à la cause palestinienne, notamment lors d'une réunion en 1964 organisée par les étudiants arabes sur la Palestine. « J'ai découvert la question palestinienne, j'ai été très marqué par les interventions ». Cela l'a beaucoup marqué, au point qu'il est devenu plus tard pendant huit ans président de l'association France-Palestine.

Marie-Jo Ehrhard-Weil, elle, issue d'une famille juive non pratiquante, a développé durant ses années à Antony un fort intérêt pour la question du racisme, s'engageant dans l'anti-racisme. Plus tard, elle a travaillé cinq ans dans une équipe de recherche en sociologie du CNRS (ERSMOI) sur le rôle de la main d'oeuvre immigrée ; puis elle a adhéré au groupe « une autre voix juive » (UAVJ) qui milite pour la reconnaissance de la Palestine.

Michel Marie relate, concernant le mouvement de mai 68 : « en mai 1968, beaucoup d'étudiants ont été coincés à Antony : le RER ne fonctionnait pas ; certains faisaient du stop pour se rendre à Paris. Alors, au ciné-club, on a passé des films militants ». « Notre vie politique, culturelle, était marquée par les séquelles de la guerre d'Algérie. Notre quotidien politique était aussi marqué par la guerre du Vietnam. Les trois quarts des résidents d'Antony étaient des étrangers, venus des colonies. On était tous très anticolonialistes. Il y avait, à Antony, de futurs dirigeants africains, l'élite des pays du Tiers monde. C'était une pépinière d'engagement politique. ». Toutefois, pour Bernard Ravenel, la proportion des étudiants étrangers venus des colonies n'excédait pas un quart¹. Jean-Pierre Lefebvre rappelle lui aussi qu'il y avait des tensions, parfois à l'occasion de films du ciné-club. « Je me souviens d'une descente des Vietnamiens du Sud [anticommunistes] avec le soutien du groupe Occident, de l'extrême droite, ils étaient armés de barres de fer, de projectiles, et sont arrivés du parc de Sceaux. Nous, on était sur le toit du ciné-club. Quand ils nous ont vus, prêts à les affronter, ils sont repartis ».

Jean-Pierre Lefebvre évoque aussi un sujet de mobilisation identique à celui du déclencheur de mai 68 à Nanterre : « les filles étaient encore parquées dans un bâtiment à part, le bâtiment A, avec interdiction pour les garçons de s'y rendre. Nous nous sommes donc mobilisés. Il y a eu des actions spectaculaires: une nuit, l'AERUA a muré la loge du gardien du bâtiment des filles, avec des parpaings. L'esprit de 68 était bien là ». Il se rappelle aussi des échos du mai 68 parisien à Antony : « le 2 mai 1968, un



¹. Message électronique de Bernard Ravenel à Chloé Maurel, 13 mai 2019.

soir à la RUA, il y avait un grand spectacle dirigé par Jean-Pierre Sag, du *living theater*, très moderne, et quelqu'un est arrivé de Paris en disant « il se passe quelque chose à Paris ! » ; il est d'ailleurs arrivé au milieu d'un épisode où le public avait été invité à se déshabiller et à monter sur scène ». L'ébullition de mai 68 rencontre des échos à la RUA.

Au 1^{er} octobre 1969, les résidences d'Antony et de Fontenay lancent ensemble une puissante grève des loyers, pour riposter à la hausse de 15 % prévue au 1^{er} octobre. Elles sont rejointes par la résidence d'Orsay fin octobre. En décembre, la grève est appuyée par un meeting qui réunit environ 500 résidents-grévistes de région parisienne¹. La grève des loyers, soutenue par l'AERUA, va durer huit mois (1969-1970). 80 % des résidents s'y déclarent favorables². Bernard Ravenel évoque : « ce fut une grève assez complexe et qui a été gagnante car la hausse des loyers a été reportée. C'est à partir de là que la FRUF (Fédération des résidences universitaires de France) s'est située, puisqu'elle en avait été le pilote à partir d'Antony ». Jean-Pierre Lefebvre lui aussi se souvient de toutes ces mobilisations, des journées spéciales, et des luttes internes à la résidence, autour de l'augmentation des loyers notamment. Il précise, de même que Michel Marie, que pendant la grève des loyers, l'AERUA collectait les loyers elle-même, sur un compte bancaire qu'elle avait créé pour cela.

Michel Marie analyse le fait que les médias ont moins parlé des manifestations d'Antony, en 1965, que de celles de Nanterre, « car à Antony, il n'y avait que des résidents de disciplines multiples mais pas de bâtiments d'enseignements universitaires comme à Nanterre, où il y avait la faculté des lettres. »

Toutes ces revendications durant ces années à Antony font que les étudiants vivent dans un climat de révolte, voire révolutionnaire³. Ils sont extrêmement engagés, ce qui est un phénomène spécifique à cette période⁴.

À partir du début des années 1970, la réduction des moyens alloués aux activités culturelles de la cité est dénoncée par l'AERUA, en particulier l'aide aux activités sportives de la cité fournie par le service académique de la jeunesse et des sports, et les « menaces contre l'existence même des professeurs conseillers ». « À travers ces mesures, c'est le règne de la cité dortoir que l'administration tente de réintroduire », déplore-t-elle⁵. En effet, les autorités mènent à partir des années 1970 une politique tendant à laisser la cité d'Antony se dégrader, ses infrastructures et activités culturelles s'étioler.

L'AERUA milite aussi pour que la résidence, gérée par les œuvres universitaires, restent un service public. Un document de l'association de mai 1969 « rappelle que les œuvres universitaires doivent rester un service public à vocation sociale. L'AERUA estime que la politique de dénationalisation et de rentabilisation des services publics se fait au détriment des usagers »⁶. En effet, à la fin des années 1960, les subventions

¹ *Ibid.* : Doc. non daté et aussi le tract intitulé « Octobre-mai : enseignements et perspectives de la lutte de masse ».

² *Ibid.* : Doc « Programme de la liste d'union syndicale (Antony) », novembre 69 ; CHS, *op. cit.*, carton 4 : Rapport moral d'activité présenté par le bureau, année 1969-1970, p. 5.

³ Sur ce sujet et ces années, cf. Jean-Philippe Legois, Alain Monchablon, Robi Morder, *Etudiants en révolution?* Col. Germe, Paris, Syllepse, 2018.

⁴ Sur ce sujet, cf. Thierry Côme, Robi Morder (dir.), *Etat des savoirs. Les engagements des étudiants. Formes collectives et organisées d'une identité étudiante*, rapport pour l'Observatoire de la vie étudiante, juin 2009, en ligne sur : http://www.ove-national.education.fr/medias/files/publications/dc_45_rapportove150609.pdf

⁵ *Ibid.*, carton 4 : Doc. du 28 novembre 1971 de la liste union syndicale, programme syndical de l'AERUACHS.

⁶ *Ibid.*, carton 1 : Doc. en prévision de l'AG du 16 mai 1969.

publiques allouées aux œuvres universitaires sont en constante diminution (150 millions en 1968, 120 millions en 1969), ce qui suscite à l'AERUA des craintes de privatisation¹.

Parmi les revendications de l'association et de la liste d'union syndicale de la cité, à la fin des années 1960, figurent aussi celles de rendre la cité accessible aux personnes handicapées (Jean-Pierre Lefebvre rappelle que le bâtiment E a été alors doté d'un secteur pour les étudiants handicapés, en fauteuil roulant, et qu'il y a eu des batailles à l'AERUA pour qu'il y ait des rampes de construites pour que les étudiants handicapés puissent accéder au resto U), ainsi que la création d'un centre de planning familial².

Des répercussions de mai 1968 à la cité d'Antony

En revanche en mai 1968, la cité d'Antony reste globalement calme³, pas trop d'agitation sur place ; les résidents qui participent au mouvement vont manifester à Paris, comme les y invite l'AERUA au moyen de tracts⁴.

Bernard Ravenel raconte une anecdote sur mai 1968 à la cité d'Antony : « on était en plein meeting ; arrive un ouvrier qui demande : 'Y a-t-il un étudiant qui parle espagnol, pour dire aux ouvriers portugais de Massy Palaiseau de faire grève ?' J'y suis allé, j'ai expliqué cela aux ouvriers portugais, ils ont débrayé tout-de-suite. On a vérifié leurs papiers, ils étaient déclarés comme ouvriers agricoles, pour coûter moins cher, et n'avaient pas de sécurité sociale ». Ainsi, se créent des liens, des passerelles, des jonctions, entre l'intérieur de la cité et l'extérieur, entre les étudiants et les ouvriers, en cette période de mai 68.

Le contexte rend les étudiants très hostiles à un contrôle des autorités. Ainsi en 1968, les militants de l'AERUA sont choqués de l'apparition de deux policiers en civil à l'AG de l'association, et distribuent un tract à ce sujet : « nous n'admettons pas que de tels faits se reproduisent » ; « le gouvernement ne pouvant actuellement appliquer un règlement intérieur répressif à Antony comme il le fait dans les autres cités n'en cherche pas moins par des moyens détournés à s'informer sur ce qui se passe dans le but de neutraliser lentement toute action syndicale. Nous réaffirmons le principe de l'inviolabilité des locaux universitaires »⁵.

Marie-Jo Ehrhard-Weil relate : « en mai 68, j'ai été dans la rue tout le temps. Tout se passait au Quartier latin. On partait en groupe. Il y avait des violences policières, très grandes. La Sorbonne a été envahie par la police, alors qu'elle n'en avait pas le droit. Ce qui m'a le plus frappée, c'est quand, en juin 1968 avec mon compagnon on est allé en Alsace en voiture : j'ai été frappée par le nombre d'usines arrêtées, c'était sidérant. »

Prisons, Vietnam, Palestine... De multiples sujets d'engagement

Les résidents sont aussi sensibles à d'autres thèmes d'engagement : dans ces années, comme en témoigne Jean-Marie Richard, les étudiants de la cité se montrent sensibles à la question des prisons, d'autant plus que la cité d'Antony est située non loin de la prison de Fresnes. Bien que vivant essentiellement au sein de leur cité universitaire et passant le plus clair de leur temps entre celle-ci et les facultés de Paris, ils prennent en compte l'existence, à proximité de leur lieu de vie, de cette vaste prison, et se sentent

¹ *Ibid.*, carton 4 : Fédération des résidences universitaires de France, non daté.

² *Ibid.*, carton 2 : Programme de la liste d'union syndicale, novembre 1969.

³ *Ibid.* ; Et interview Richard, *op. cit.*

⁴ CHS, *op. cit.*, carton 1.

⁵ *Ibid.* : Tract AERUA, non daté. Sur la période de 1968 et après, cf. Jean-Philippe Legois, Marina Marchal, Robi Morder (coord.), *Démocratie et citoyennetés étudiantes depuis 1968*, Col. Germe, Paris, Syllepse, 2019.

concernés par le sort des détenus, qu'ils considèrent comme leurs semblables. Dans le cadre de cette préoccupation, ils accueillent des conférences-débats sur les conditions de vie des détenus, et des tracts sont distribués sur ce thème. Cette sensibilité au sort des prisonniers est dans l'air du temps, quelques années avant la création du Groupe d'information sur les prisons (GIP) sous l'impulsion notamment de Michel Foucault. Les étudiants d'Antony se montrent aussi en ces années sensibles aux prémices de l'écologie, mouvement qui émerge alors sous l'impulsion de René Dumont¹.

L'engagement pour le Vietnam² est important à la cité d'Antony, comme un peu partout en Occident à cette époque³. Marie-Jo Ehrhard-Weil se rappelle qu'il y avait beaucoup de mobilisations autour de la guerre du Vietnam, et qu'« on a été les premiers à Antony à recevoir une délégation du Nord-Vietnam ». En février 1968, le journal *Ruades* rapporte que : « l'association a participé activement à la campagne « Un bateau pour le Vietnam » qui a rencontré un grand succès auprès des résidents »⁴. En décembre 1968, un meeting-débat est organisé sur « le peuple palestinien en lutte pour sa libération »⁵. En avril 1970 l'exposition itinérante « Réalité palestinienne », réalisée par les Palestiniens eux-mêmes, est montrée à la cité⁶. Un « comité Palestine » est actif à la cité.

Plus largement, il y a chez beaucoup de résidents de la cité un fort engagement contre les impérialismes, typique de la période. En février 1968, l'AERUA organise un « meeting de solidarité avec la jeunesse et les étudiants en lutte contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme », en soutien au peuple vietnamien, et aux « patriotes guadeloupéens emprisonnés ». L'association se félicite de la réussite de ce meeting qui rassemble 600 personnes et qui se déroule dans une « ambiance chaude ». La projection de courts métrages cubains sur la Tricontinentale est « très apprécié[e] », et celle du film *Révolution à Saint-Domingue* « nous a permis de voir le visage de l'impérialisme yankee tel qu'il sévit en Amérique latine »⁷. L'année suivante, une motion présentée par le bureau de l'AERUA en AG affirme : « notre lutte est inséparable des luttes menées par les étudiants étrangers contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme »⁸. Cet engagement amène aussi des étudiants de la cité à soutenir les colonies portugaises en lutte pour l'indépendance⁹.

Plusieurs étudiants de la cité se montrent solidaires des revendications des étudiants des DOM-TOM, vives à l'époque. En janvier 1969, un meeting sur « l'impérialisme français dans les DOM-TOM », a lieu, avec Marcel Manville, avocat-militant anti-colonialiste, co-fondateur du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), compagnon de Frantz Fanon durant la Seconde Guerre mondiale et durant la guerre d'Algérie¹⁰. Couronnement de cet engagement, en février 1970 est organisée une « semaine anti-impérialiste », avec notamment des expositions sur le Vietnam et la Palestine¹¹.

¹. Interview Richard, *op. cit.*

². CHS, *op. cit.*, Tract du 24 février 1969 intitulé « La situation actuelle et les tâches du mouvement étudiant ».

³. CHS, *op. cit.*, carton 1.

⁴. *Ibid.* : *Ruades*, janv-fév. 1968, p. 5.

⁵. *Ibid.* : Tract du 3 décembre 1968.

⁶. *Ibid.*, carton 3 : Journal *L'Unité*, avril 1970.

⁷. *Ibid.*, carton 1 : *Ruades*, mars-avril 1968, p. 10-11 : « 600 participants au meeting de solidarité ».

⁸. *Ibid.* : Motion présentée par le bureau de l'AERUA à l'AG du 29 avril 1969.

⁹. *Ibid.* : Tract de 1969 appelant à soutenir les colonies portugaises en lutte pour l'indépendance.

¹⁰. *Ibid.* : Tract annonçant un meeting le 10 janvier 1969.

¹¹. *Ibid.*, carton 4 : Rapport moral d'activité présenté par le bureau, année 1969-1970.

Les engagements et mobilisations des années 1960 à 1969 sont donc intenses chez les étudiants de la résidence d'Antony¹.

Marie-Jo Ehrhard-Weil confie qu'il y avait peu de racisme et d'antisémitisme à Antony. Une seule fois en sept ans, elle a vécu de l'antisémitisme, son nom se retrouvant taggé avec l'inscription « sales juifs » en graffiti sur le mur. « On n'y a pas trop attaché d'importance, c'était un cas isolé ».

Jean-Marie Richard témoigne de la politisation intense et très formatrice qu'il a vécue à la cité. Issu d'une famille bourgeoise, il est devenu communiste, très loin des idées de sa famille : « je n'avais jusqu'alors aucune compétence politique, aucune capacité de raisonnement politique. Arrivé à la cité d'Antony, je me suis politisé à la vitesse grand V ». « L'essentiel de ma formation intellectuelle et politique, je la dois aux 3-4 ans que j'ai passés à Antony », confie-t-il avec émotion.

Malgré ou peut-être en raison de ces éléments qui témoignent d'une activité militante intense, l'image de la cité est alors contradictoire dans l'opinion.

Une image ambivalente de la cité d'Antony dans l'opinion

D'un côté, les documents collectés dans les archives ainsi que le témoignage de Jean-Marie Richard donnent une image positive de cette résidence universitaire, pleine de vie et d'animations culturelles. De même, comme l'a mis en évidence Gwenaëlle Bordet-Kerharo, l'enquête « Habitat et vie étudiante » réalisée en 1963 pour la MNEF constate que plus de 61 % des résidents de la cité d'Antony sont satisfaits de leur mode d'habitat². L'année précédente, une autre enquête, réalisée directement auprès des résidents de la cité d'Antony, révèle que ceux-ci apprécient globalement ce logement, jugé pratique, confortable, peu cher, et doté de nombreuses animations et infrastructures³.

Une mauvaise réputation dans l'opinion publique

A contrario, la résidence universitaire a plutôt mauvaise réputation dans l'opinion publique, comme le montre Gwenaëlle Bordet-Kerharo dont nous reprenons les analyses dans ce paragraphe : « on racontait que [...] la police intervenait dans la cité d'Antony sur la foi de rumeurs qui situaient dans certaines chambres des pratiques d'avortements » rapporte M. Jannot, sous-intendant au bâtiment de la résidence d'Antony de 1955 à 1959, ajoutant toutefois : « il n'y avait évidemment rien de tout cela » ; mais « une sorte de mythe s'était créé autour de la résidence, on racontait beaucoup d'histoires à son sujet, elle éveillait des fantasmes chez les gens »⁴, à l'image de ce que l'on racontait sur les grands ensembles dans la presse de l'époque, comme au sujet de Sarcelles construit de 1955 à 1970, pour lequel un nouveau mot est alors forgé, « la sarcellite », censé désigner la « maladie » propre aux habitants de ce grand ensemble⁵.

Bernard Ravenel, ancien résident de la cité, estime : « je crois qu'on n'était pas très bien vus par les habitants de la ville d'Antony... » Marie-Jo Ehrhard-Weil se rappelle

¹. Ils sont aussi documentés dans les archives de la Contemporaine (ex-BDIC, Nanterre) : 4° delta 1151/3/1 FRUF : dossier grève des loyers (63/65 – 69/70) ; BI - congrès 1966/1967 ; 1968 ; BI - Congrès - collectifs 1969/1970.

². Haumont N., *Habitat et vie étudiante*, enquête de 1963 réalisée à la demande de la MNEF, La contemporaine, Nanterre, 4° delta 1183/7/10, cité par Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *op. cit.*, p. 96.

³. Enquête dynamique : problème de connaissance permanente du milieu, 1962-63, La contemporaine, Nanterre, 4° delta 1183/7/10, Antony, cité par Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *op. cit.*, p. 96-97.

⁴. Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *op. cit.*, p. 92.

⁵. Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *op. cit.*, p. 97. Sur l'histoire des grands ensembles, cf. Fourcaut A., Dufaux F. (dir.), *Le monde des grands ensembles*, Paris, Créaphis, 2004.

qu' « on avait peu de contacts avec la ville d'Antony ; on était situés à l'extérieur de la ville, en bordure de la N186 ».

Dans les réponses à l'enquête de 1962, plusieurs résidents de la cité émettent des critiques, déplorant son éloignement de Paris : « Soit le résident se centre sur la vie universitaire et Paris en faisant de la résidence un hôtel, soit il vit sur la résidence, n'allant à Paris que pour les cours ». Les critiques portent aussi sur l'absence de centre de la résidence, de « place de village » : « Le hall qui ne vit que de 12 h à 14 h et qui aux autres moments est désert. [...] C'est un village [...] sans aucun centre d'attraction où on pourrait retrouver les gens en dehors des repas. [...] Dans le hall il faudrait une salle de lectures avec de bons fauteuils. [...] Cela créerait l'animation qui manque ». Plusieurs résidents parlent de la « névrose » d'Antony, due à l'architecture démesurée et anonyme. Les longs couloirs sont décrits comme « angoissants », « névrosants », « kafkaïens » par beaucoup de résidents. Certains témoignages sont accablants pour la résidence : « en entrant ici, j'ai été frappée par le fait que la cité est colossale. Et puis on ne peut pas dire que ce soit accueillant d'aspect [...] Ce n'est pas conçu pour y vivre... Ceux qui ont construit cela n'ont pas vu des gens qui y vivent » ; « quand on marche dans les couloirs on a un sentiment d'oppression, d'abord parce qu'il y a un vide, qu'ils sont trop longs, étroits, trop bas » ; « je pense que si on avait voulu faire de la névrose de laboratoire, on ne s'y serait pas pris autrement qu'en construisant cet ensemble. C'est l'isolement dans la promiscuité »¹. L'enquête de 1963-1964 relève aussi ce problème : « pour le nouveau résident un sentiment d'isolement est très vite ressenti »². Face à ce risque, les résidents d'Antony témoignent de l'importance d'intégrer un groupe, qu'il soit politique, syndical ou culturel, pour créer du lien humain : « on se sent bien en groupe », « sinon on est seul », « sans groupe on devient fou ». En même temps, plusieurs mentionnent que dans cet univers clos, le groupe peut devenir pesant³. M Goursat, résident à la RUA de 1967 à 1971, rapporte que « ce thème de la solitude, des suicides, des longs couloirs... était récurrent à la RUA. On parlait du "mal d'Antony" »⁴. Le thème de la « névrose » d'Antony est repris largement dans la presse. On parle d'une « épidémie de dépression nerveuse qui frappe toutes les résidences » universitaires⁵.

Les aspects sombres de la cité d'Antony

Jean-Pierre Lefebvre va un peu dans le même sens, soulignant que « ce n'était pas l'idylle, il y avait parfois des violences », et que « la grandeur de la cité, c'était la limite pour l'effet de masse, le seuil critique était atteint » ; il évoque lui aussi les « couloirs interminables », et que même si « ce n'était pas vraiment oppressant, car il y avait des espaces verts abondants, et le parc de Sceaux pas loin », il y avait aussi un côté sombre de la cité d'Antony, avec de l'alcoolisme (fait relaté aussi par Michel Marie), voire de la drogue, et un trafic de « résidents « clandestins », des gens qui sous-louaient des chambres à des gens qui n'étaient pas étudiants, voire de la prostitution féminine. Mais il met en garde contre un discours négatif sur la cité d'Antony, soulignant que « tout

¹ Enquête dynamique..., doc. cité par Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *La contemporaine*, Nanterre, 4^e delta 1183/7/10, Antony.

² Didier Fischer, *Les étudiants en France (1945-1968). Contribution à une histoire socio-culturelle et politique du milieu étudiant*, Thèse d'histoire sous la direction de Jean-Jacques Becker, Université de Paris X, 1998, p. 170-172.

³ *Ibid.*, p. 173.

⁴ Témoignage recueilli par Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *op. cit.*, p. 97.

⁵ « La grande fronde des étudiants », in *L'express*, 3-9 avril 1967, p. 68-70 ; cf. aussi « De l'inadaptation à la névrose », *Université moderne*, avril-mai 1967, p. 5. Docs cités par Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *op. cit.*, p. 97.

discours sur la RUA est politique » ; en effet, le pouvoir de droite avait intérêt à critiquer la RUA, à l'affaiblir voire à la démanteler, car c'était une concentration d'électeurs de gauche voire d'extrême-gauche. Il ajoute que la RUA se trouvait sur la frontière floue entre Paris et la banlieue, et que donc les personnes interdites de séjour à Paris car condamnées pour un délit, allaient dans des cafés en lisière de Paris, tout près de la RUA, faisant de la RUA une zone un peu *underground*. Du fait de tous ces éléments, « la droite, dès qu'elle a pu, a fait démolir le pavillon B, là où il y avait le fameux bar, et à la place, y a fait installer une antenne de police. Aujourd'hui, il y a eu d'autres démolitions dans la RUA, liées aux ambitions immobilières. »

Pour Jean-Marie Richard, « la cité d'Antony était le carrefour des fantasmes de la droite, il y avait des articles sur “les couloirs kafkaïens de cette alpha-cité”¹, des articles disant : “on risque de glisser sur des fœtus dans les couloirs”, des choses absolument hallucinantes dans la presse ». Selon lui, tout cela est très exagéré, et s'expliquerait par une volonté de la droite de discréditer la cité d'Antony, bastion communiste. Lui-même à l'inverse, insiste sur les bons côtés : « La résidence d'Antony était très bien dotée, bien équipée. C'était un grand luxe, le rapport qualité prix était extraordinaire ; d'ailleurs je ne comprends pas pourquoi ça ne s'est pas développé par la suite [d'autres résidences sur le même modèle] ». Il esquisse une explication : « Il y a eu ensuite une dégradation parce que personne ne voulait l'entretenir », suggérant ainsi que les autorités auraient intentionnellement laissé la cité se dégrader. M. Jannot va dans le même sens, insistant sur « la très mauvaise cote qu'avait la RUA au sein même du ministère » ; « le ministère n'a jamais soutenu Antony ; très rapidement, il se désengage du projet et amorce une politique de « laisser aller » à son égard »².

Marie-Jo Ehrard-Weil elle aussi, qui en tant que membre active de l'AERUA recevait les confidences de beaucoup de jeunes filles, juge que les descriptions cauchemardesques de la résidence propagées par la presse étaient complètement fausses : elle-même jeune femme à l'époque, et même si les filles étaient beaucoup moins nombreuses que les garçons à l'époque dans la résidence (un seul bâtiment accueillait des filles, car il y avait moins de filles étudiantes que de garçons), elle dit qu'il n'y avait pas de phénomène de harcèlement sexuel. « Il n'y avait pas de mœurs dissolues à Antony, ni de « fœtus dans les toilettes » comme le disait la presse. J'ai connu une seule jeune fille qui a cherché à avorter, je l'ai aidée, et cela s'est fait dans le 16^e, pas à Antony ».

Ainsi la cité universitaire d'Antony semble avoir connu un âge d'or pendant les années 1960. Elle est alors dotée de nombreuses infrastructures et ses bâtiments, récents, sont confortables. Peuplée de près de 3 000 résidents, elle est un pôle de dynamisme, un lieu de « bouillonnement » intellectuel³. Les activités culturelles, politiques et syndicales y fleurissent et apportent souvent à ses résidents une ouverture et un enrichissement inestimables. La cité est pour beaucoup d'entre eux le lieu d'un apprentissage de la sociabilité, du militantisme et de la culture, notamment cinématographique.

¹. Allusion au film de Jean-Luc Godard *Alphaville* de 1965

². Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *op. cit.*, p. 93.

³. Interview Richard, *op. cit.*

Cet âge d'or n'a cependant pas duré. À partir des années 1970, la cité d'Antony vit des « années noires » comme l'observe Gwenaëlle Bordet-Kerharo¹. Cette chercheuse, dont nous reprenons les propos dans ce paragraphe, a montré que l'État mène une politique de laisser aller, il laisse la RUA se dégrader. La cité souffre alors de problèmes de gestion, de crédits insuffisants. Malgré l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 200 000 F accordée à partir de 1961 annuellement par le ministère de l'Éducation nationale, la gestion de la cité d'Antony reste chaque année déficitaire et la situation s'aggrave à partir de 1968. En 1974, il dépasse un million de francs. Le restaurant universitaire, « lui aussi déficitaire, fonctionne de moins en moins bien » : alors qu'il était initialement ouvert toute l'année, il ne l'est plus qu'en alternance et la qualité des repas se dégrade. Surtout, les autorités « laisse[nt] le bâti se détériorer »². En 1973 une enveloppe exceptionnelle est accordée pour engager une grande campagne de travaux de sécurité à la cité. Mais les travaux sont interrompus en 1974 quand vient le tour du bâtiment B. Cela entraînera sa fermeture pendant dix ans, de 1974 à 1985. 350 chambres sont ainsi laissées aux squatters. L'AERUA a beau se plaindre de cette situation, déplorer « la volonté délibérée de laisser pourrir la situation au mépris des besoins des étudiants et du cadre de vie des résidents d'Antony »³, « la détérioration [...] de l'ensemble du bâti de la cité ne cesse de s'aggraver »⁴.

Dès lors, la cité d'Antony, qui au moment de sa construction avait un caractère pionnier et dans les années 1960 avait offert à ses résidents un cadre de vie agréable et enrichissant, deviendra un contre-modèle sur le plan architectural. Pourtant, si l'on suit le point de vue de Jean-Marie Richard et Michel Marie, la vie étudiante qui s'y est développée dans les années 1960 était loin d'être un échec. En témoigne le fait que cette vie collective a exercé une influence déterminante pour l'avenir professionnel de ces deux anciens résidents. Michel Marie affirme : « Antony, c'est là où j'ai tout appris. Cela m'a rendu adulte. Cela m'a appris l'action politique, et l'organisation. C'est ainsi qu'ensuite, j'ai organisé et développé le département de cinéma à l'université de Paris 3 ». Marie-Jo Ehrhard-Weil confie également que ses années à la résidence d'Antony ont déterminé son avenir professionnel : « je n'aurais pas pu devenir enseignante avant cette expérience antonienne. Cela m'a donné une autre façon d'aborder les élèves ».

Bernard Ravenel, lui aussi, confie que ses dix ans à la cité d'Antony restent les meilleurs moments de sa vie (« Mes souvenirs d'Antony restent les meilleurs souvenirs de ma vie, on était heureux comme des papes ! », confie-t-il), qu'il était très attaché à sa chambre du bâtiment D et qu'il a longtemps, plus tard dans sa vie, rêvé de cette chambre. « J'en rêvais souvent. Plus tard, avec un ami, on est revenus à Antony, on y a fait un pèlerinage ». Il note avec nostalgie que le bâtiment D a été détruit, début 2019. De plus, on constate que plusieurs anciens de la RUA ont ensuite continué à vivre dans la ville d'Antony, comme Jean-Pierre Lefebvre et sa femme, témoignant d'un attachement durable pour cet environnement. Marie-Jo Ehrhard-Weil relate qu'elle s'est mariée avec un résident d'Antony, en 1968, et est restée amie jusqu'à maintenant avec d'anciens étudiants de la résidence, notamment issus de l'Afrique et des Antilles, et que leurs enfants et petits-enfants sont maintenant amis aussi.

¹. Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *op. cit.*, p. 99.

². *Ibid.*, p. 100.

³. Archives du CLOUS d'Antony, lettre de l'AERUA au ministre de l'Éducation nationale, vers 1974, cité dans Gwenaëlle Bordet-Kerharo, *op. cit.*, p. 101.

⁴. *Ibid.*, p. 102.

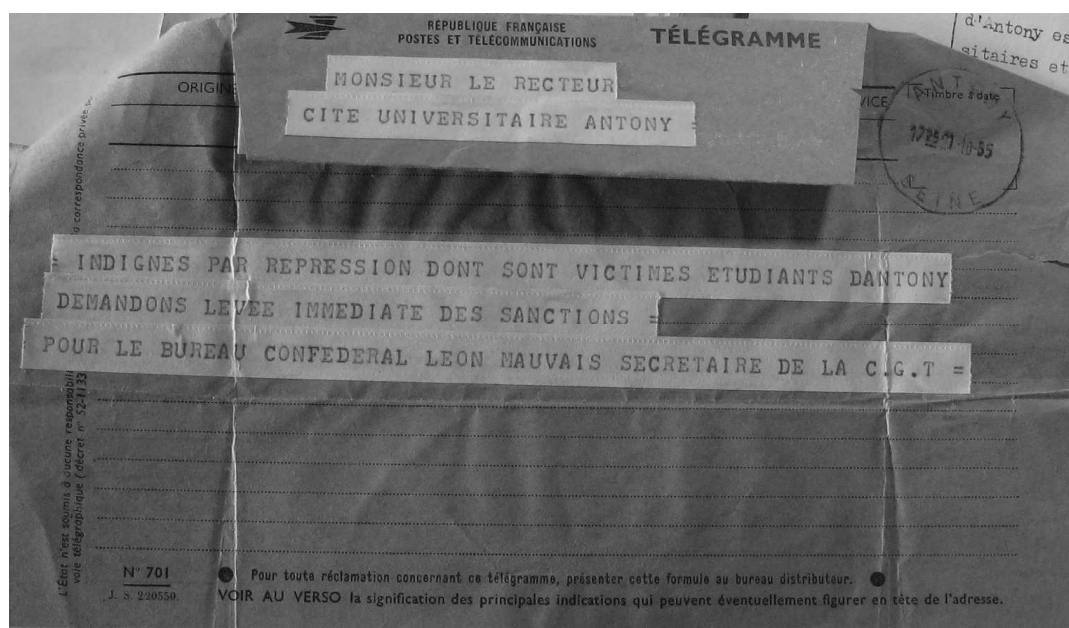
Détruite presque entièrement en 2019, la résidence universitaire d'Antony a cédé la place à un nouveau bâtiment construit par l'architecte Jean Nouvel, qui accueille des chambres d'étudiants, plus luxueuses, mais en beaucoup moins grand nombre qu'à l'époque.

Marie-Jo Ehrhard-Weil est aujourd'hui présidente de l'Association des Amis de la RUA (l'AARUA)¹, créée vers 2006, et cette association, « qui fonctionnait bien, avec pas mal d'adhérents », s'est mobilisée pour tenter de sauver la résidence. « Mais Patrick Devedjian [maire de droite d'Antony de 1983 à 2002 puis adjoint au maire de 2002 à 2005] souhaitait depuis plusieurs années détruire la résidence, qu'il qualifiait d'abcès, de pustule. Détruire la résidence lui permettrait d'ouvrir la ville d'Antony sur le parc de Sceaux. Notre association voulait réhabiliter la résidence, dégradée car pas entretenue. On s'est battus et on a réussi à obtenir un arrêt du tribunal administratif qui a rendu au CROUS la résidence en 2012. Mais ensuite la résidence a été rendue à la communauté d'agglomération, qui a décidé de la détruire ».

Cette destruction peut être déplorée, comme l'ont fait les membres de l'AARUA et comme le fait aussi l'ancien résident temporaire Đặng Đình Cung : « je regrette le démantèlement progressif de ce lieu fréquenté par beaucoup de célébrités au temps de leur jeunesse. Je ne parle pas de moi qui n'y ai vécu que moins de trois mois (...). Mais Lionel Jospin, Claude Érignac, Gérard Saint-Paul, Claude Allègre, pour n'en citer que quelques-uns, logaient également à la RUA à un moment ou un autre de leur cursus universitaire »².

Aujourd'hui, à l'heure où beaucoup d'étudiants sont dans des situations de logement précaires et où les loyers parisiens sont devenus très élevés, il apparaît bienvenu de préconiser de nouvelles constructions de résidences universitaires publiques et aux loyers modiques ; et le principe de la résidence universitaire d'Antony, loin d'être un repoussoir, peut apparaître comme un modèle et une inspiration pour le futur.

Télégramme (AN.)



¹ Son site internet : <http://amisrua.antony.free.fr/> (consulté le 7 juin 2019).

² Témoignage de Đặng Đình Cung, doc. cité.